

*Rapport annuel 2015*



Femmes tamasheqs en séance d'alphabétisation



A la recherche de la pitance journalière

Mars 2016

## SOMMAIRE

### PARTIE I : PRESENTATION DE L'ONG ARDIL

I. SIEGE .....	3
II. BUT .....	3
III. CREATION .....	3
IV. OBJECTIFS .....	3
V. MISSION ET VISION DE ARDIL .....	3
VI. NOS VALEURS .....	3
VII. ZONE D'INTERVENTION .....	3
VIII. CIBLES .....	3
IV. DOMAINES D'INTERVENTION .....	3
X. RESSOURCES HUMAINES .....	3
XI. EXPERIENCES DE ARDIL EN PROGRAMMES ET PROJETS EXECUTES .....	3
XII. PERSPECTIVES .....	5
XIII. GUIDE METHODOLOGIQUE ET APPROCHE GLOBALE D'INTERVENTION .....	5
XIV. REPRESENTATION DE ARDIL .....	5
XV. STRATEGIE D'INTERVENTION .....	5
XVI. CODE DEONTOLOGIQUE DE L'ONG ARDIL .....	5
XVII. POLITIQUE DE SECURITE ET DE PRESERVATION DES DROITS HUMANITAIRES FONDAMENTAUX.....	5

### PARTIE II : PROGRAMMES ET PROJETS EXECUTES

I. PROGRAMME EMPORWMENT DES FEMMES ET DES FILLES GOUVERNANCE DE LA SOCIETE CIVILE (PEF - GS).....	7
II. PROJET OFDA .....	25
III. PROJET IPSR .....	30
IV. PROJET MULTISECTORIEL DE REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SOCIALES ET DE PRODUCTION DANS LES COMMUNAUTES ET LES MUNICIPALITES DE TOMBOUCTOU .....	32
V. LE PROJET MOFA .....	34
VI. EDUCATION AUX RISQUES .....	38
VII. " TRAVAILLONS ENSEMBLE CONTRE LE MARIAGE PRECOCE " (TEMP) .....	39
VIII. "AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNES RURALES DE TOMBOUCTOU DANS LES SECTEURS D'EAU, SANTE, EDUCATION ET SECURITE ALIMENTAIRE " AACI-0C207/2014 .....	41
IX. PROGRAMME D'APPUI A LA DECENTRALISATION DE L'EDUCATION (PADE) .....	47
X. PROJET " AMELIORATION DU SYSTEME D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS LES REGIONS AFFECT2ES PAR LES CRISES POLITIQUE ET SECURITAIRE AU NORD DU MALI REGION DE TOMBOUCTOU .....	52

### PARTIE III : BUDGET

I. BUDGET ANNUEL 2015 PAR PROGRAMMES / PROJETS .....	53
------------------------------------------------------	----

## I. Présentation de l'ONG ARDIL

**I. SIEGE** : Quartier Sareikaina. BP: 77 Tel/Fax: 00(223) 21 92.13.05 ; NIF : 061000828 Y ; N° INPS 21-630/1  
N° Pador: ML2008CBK1806375614; E-mail: [ardil\\_tombouctou@yahoo.fr](mailto:ardil_tombouctou@yahoo.fr); Site web: ardiltbt.org; Tombouctou. Mali

### Personnes de contact:

\* Abdel Hamid MAIGA: Président ; Tel : 00(223) 66 98 25 81

\* Mahamane Elhadj Yattara: Coordinateur Exécutif ; Tel : 00(223) 7302 27 84

### II. BUT :

Promouvoir le développement des initiatives locales avec la participation des organismes communautaires de base.

**III. CREATION:** Accord cadre N° 327 / MAT-CAB du 26 Juin 1992, Avenant n° 1554 du 04 Août 1995 ; Association signataire d'accord cadre N° 0139/0327 du 28 Janvier 2008.

### IV. OBJECTIFS :

- Assurer l'auto -promotion des organisations communautaires ;
- Développer les capacités Institutionnelles des structures locales ;
- Accompagner l'accès des communautés aux services sociaux de base y compris en droits humains ;
- Promouvoir la participation active des femmes ;
- Promouvoir les activités socio-économiques ;
- Améliorer durablement les conditions de vie des vulnérables par le développement des activités économiques génératrices des revenus ;
- Protéger et assainir l'environnement ;
- Lutter contre la désertification, l'ensablement, les pollutions et les nuisances ;
- Réaliser des activités d'accompagnement ;
- Diffuser les connaissances locales.

### V. MISSION ET VISION DE ARDIL:

**Notre Mission :** Appuyer les initiatives locales des plus pauvres à travers la recherche et la mise en œuvre d'actions concrètes de développement pour une amélioration de la condition de vie des pauvres. ARDIL s'attaque à la marginalisation des couches pauvres par le travail que l'organisation réalise sur le terrain ensemble avec les vulnérables.

**Notre Vision :** ARDIL ambitionne une société transformée où tous les membres ont des chances égales. Cela ne peut se faire sans mettre fin à l'extrême pauvreté, à la méconnaissance et à l'analphabétisme dans lesquels vivent tant de groupes vulnérables.

### VI. NOS VALEURS:

- Les bénéficiaires sont les premiers acteurs de leur développement ;
- L'équité entre les bénéficiaires, surtout au profit des femmes et jeunes ;
- La diversité dans la région est une opportunité et une richesse.

### VII. ZONE D'INTERVENTION:

Région de Tombouctou. ARDIL a intervenu dans les 52 communes de la région et intervient de nos jours dans 80% des communes.

### VIII. CIBLES:

- \* Groupements Ruraux et urbains formels et informels ;
- \* Organisations Féminines et Juvéniles Rurales et Urbaines ;
- \* Communautés Nomade et Sédentaire ;
- \* Collectivités.

### IX. DOMAINES D'INTERVENTION

- a) La Décentralisation/Gouvernance ; b) L'Agriculture ; c) Sécurité Alimentaire ; d) L'Environnement ; e) La Santé/Nutrition ;  
f) L'Éducation/Alphabétisation ; g) Le Renforcement Institutionnel ; h) Le Micro Crédit/AGR

**X. RESSOURCES HUMAINES:** Equipe pluridisciplinaire stable et expérimentée.

### XI. EXPERIENCES DE ARDIL EN PROGRAMMES ET PROJETS EXECUTES:

Partenaire	Projet/programme	Période	Commentaires
ACF-E	Diagnostic des besoins en sécurité alimentaire et propositions d'actions pour soutenir la résilience des populations (agro)-pastorales vulnérables de la région de Tombouctou –Cercles de Tombouctou et de Niafunké ;	2014-2015	
	Food security and sustainable livelihoods recovery project for very	2015-2016	



Action Recherche pour le Développement  
des Initiatives Locales

BP 77 Tél : (223) 21 92 13 05  
N° ASAC : 139/327 ; Pador : ML2008CBK.1806375614  
NIF : 061000828 Y N° INPS 21-630/1Rue 86-Porte 118  
Email : ardil\_tombouctou@yahoo.fr  
Site web : ardiltbt.org

	vulnerable conflict and drought affected populations of Timbuktu region, in North Mali.		
	GIZ : sécurité alimentaire	2016-2017	
CARE-Mali	Empowerment des femmes et des filles -Gouvernance de la Société civile et Mariage Précoce	2014-2016	
	Projet d'Opération d'Intervention Rapide Prolongée de Secours et de Redressement (IPRS) du Programme d'urgence « PAM » dans le Cercle de Niafunké, Région de Tombouctou	2012-2016	Distribution de vivres
	Projet d'Appui aux ménages vulnérables	2015	
	Réinsertion socio-économique des ménages maliens ruraux vulnérables touchés par la crise du Nord Cercles de Goundam et Niafunké, Région de Tombouctou (OFDA) ;		
	Gouvernance des Organisations Locales pour un Développement Equitable (GOLDE)	2008-2011	Conduite de l'élaboration des PDSEC dans les communes de Tbtou, ALAFIA, BER, LAFIA;
	Puits pour la Paix Tombouctou(PPT)	2010	
	WASH in school ;	2010-2012	
	Programme Décennal de l'Education(PRODEC) ;	2000-2002	
	Projet de Développement Rural de Tombouctou (PDRT) ;	2000-2004	
	Projet d'Appui aux Initiatives des Communes et Organisations Locales (PAICOL)	2004-2008	Lead PDSEC SAREYAMOU, BOUREM SIDI AMAR, ;
	Programme de gouvernance partagée (PGP)	2005-2008	
Solidaridad International Andalousia (SIA)	Amélioration des Conditions de Vie des Communes Rurales de Tombouctou dans les Secteurs d'Eau, Santé, Education et Sécurité Alimentaire	2015-2017	
	Appui aux Communautés Rurales (ACR I et II) : (PIV, Hydraulique villageoise, Santé) ;	2010-2015	
Plan Mali	Projet Multisectoriel de réhabilitation des infrastructures sociales et de production dans les communautés et les municipalités de Tombouctou	2014-2017	
	Appui à l'Education	2014	
	Appui au Wash in school	2014	
GIZ	Débat communal	2014	Processus de diagnostic participatif
Solidarités Internationale	Wash/EHA	2014-2015	
	Cash	2014	127 900 000 distribués.
UNICEF	Back To School (BTS)	2014	
	Distribution de kits	2014	
	Construction d'Espaces d'Apprentissage Temporaire (EAT)	2015	
Handicap International	Education aux risques / REG	2014-2016	
CIEF –Coopération Suisse	Stratégie de Scolarisation Accélérée à Passerelle (SSA-P)	2015-2016	
Institut Républicain International (IRI)	Bilan de fin de mandat	2015	
	Sensibilisation pour les élections présidentielles	2014	
	Sensibilisation pour les élections législatives	2013	
Programme Microfinance Rural	Crédit rural	2012	

(PMR)			
Etat malien	Programme de Développement pour la Croissance Agricole, la Réduction de la Pauvreté et la Protection de l'Environnement (PD-CARPPE)		
Tree-Aid	Arbres pour Tombouctou	2000-2002	
International Service / UNAIS	Microcrédit		
Medical Care Development International (MCDI)	Hygiène : Assainissement dans les écoles		
Etat malien	Aménagement et équipement de petits périmètres / Programme National d'Infrastructures Rurales		
Trickle UP	Développement Micro entreprise (DEMEM)		
Banque Mondiale	PASAOP		

## XII. PERSPECTIVES:

- Jouer un rôle d'information et de sensibilisation au niveau des femmes et des jeunes pour leur permettre de se positionner dans les nouvelles institutions prévues par la décentralisation ;
- Favoriser et accompagner le processus de mise en place des associations féminines et les rendre opérationnelles ;
- Approfondir les réflexions sur la promotion de la femme ;
- Formation des élus locaux des collectivités décentralisées ;
- Contribuer à l'adaptation au changement climatique.

## XIII. GUIDE METHODOLOGIQUE ET APPROCHE GLOBALE D'INTERVENTION:

L'objectif de ce guide méthodologique est de définir une approche participative qui soit commune aux acteurs, projets et activités à mettre en œuvre par l'ONG ARDIL, selon une démarche homogénéisée et la plus fiable possible pour s'assurer d'impliquer les bénéficiaires et tous les acteurs, autorités administratives et politiques et la société civile dans sa plus large représentativité, condition indispensable pour l'atteinte de tout objectif et même des effets escomptés.

## XIV. REPRÉSENTATIONS DE ARDIL

	<u>Cercles</u>					<u>Observation</u>
	<u>Diré</u>	<u>Goundam</u>	<u>Gourma Rharous</u>	<u>Niafunké</u>	<u>Tombouctou</u>	
<b>Bureaux</b>	X	x	-	x	x	<b>4 cercles sur 5</b>
<b>Commentaire</b>	Patrimoine de ARDIL	Patrimoine de ARDIL	-	Location	Siege/ Patrimoine de ARDIL	

## XV. STRATEGIE D'INTERVENTION:

- o *Approche méthodologique* ;
- o *Université Vivante* : formation de proximité pour la pérennité des activités ;
- o *Cadre de Concertation* : un espace où chacun peut s'exprimer librement sans être inquiété ;
- o *Voyages (d'étude / d'échange)* : contexte favorisant l'application de ce qu'on a vu « Voir une fois vaut mieux qu'entendre 100 fois ».
- o *Capital Social* : valorisation des ressources humaines locales ;
- o *Evaluation des Projets* : baromètre de performance, Base de données Access.

## XVI. CODE DÉONTOLOGIQUE DE L'ONG ARDIL

Tout employé d'ARDIL (Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales) s'engage à respecter un minimum de principes et de devoirs en tous lieux et en toutes circonstances.

## **XVII. POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE PRÉSERVATION DES DROITS HUMAINES FONDAMENTAUX**

La politique de sécurité et de prévention des droits humains fondamentaux de ARDIL s'articule autour des axes suivants :

1. Dispositions anti-terrorisme et prostitution ;
2. Clauses anticorruption ;
3. Dispositions « Alerte sur la fraude et les conduites inconvenantes » ;
4. Dispositions sur les stupéfiants sur le lieu de travail ;
5. Du travail des enfants.

## Programme Empowrment des Femmes et des filles- Gouvernance de la Société Civile (PEF-GS)

### 1. Introduction

Les activités du programme Empowerment des femmes et Filles et gouvernance de la société civile couvrent sa mise ouvre dans la région de Tombouctou par le consortium ARDIL, CAID et CARE Mali. En ce qui concerne l'année 2015, c'est l'ONG ARDIL qui assure le leadership du consortium depuis le mois de janvier. Le programme intervient dans trente-quatre communes réparties entre les cercles de Tombouctou, Goundam, Diré et Niafunké.

Toutefois, le programme constitue un réel et tangible appui pour les communautés en termes de résilience et d'intelligence pour faire face aux aléas causés par l'insécurité. Aujourd'hui, dans la région de Tombouctou, les communautés sont outillées par des mécanismes locaux pour prévenir les VBG, les conflits inter communautaires grâce aux compétences acquises dans le cadre des interventions du programme PEF –GS. Des bonnes pratiques nutritionnelles pour un épanouissement sanitaire des femmes allaitantes et enceintes s'observent de plus en plus au sein des communautés bénéficiaires du programme.

Un changement des comportements grandissant en faveur de l'épanouissement politique et économique des femmes s'observe grâce aux activités du programme. Cependant, il reste encore beaucoup des défis à relever dans le cadre de l'entreprenariat féminin, l'autonomisation foncière, le mariage précoce des filles, et les VBG. Ainsi, en parlant de l'entreprenariat féminin, les femmes se battent bien et s'émergent mieux, mais elles sont handicapées par le manque d'institutions financières pour plus de partenariat et d'entreprenariat autonome et fiable. En ce qui concerne les mariages précoces, le programme a beaucoup travaillé dans ce domaine et des résultats tangibles se dressent d'une localité à une autre, mais il reste beaucoup à faire pour mettre fin à ce phénomène social.



**Photo** : inauguration du CS COM d'Alwalidji, financé par le Programme

**Tableau n°1 : zone géographique couvrant les activités**

CARTOGRAPHIE DES ZONNES D'INTERVENTION DE PEF-GS					
REGION	CERCLE	COMMUNE	NBRE DE VILLAGE	NBRE DE VILLAGE COUVERT	TAUX DE COUVERTURE (en %)
Tombouctou	Goundam	Tonka	25	9	36
Tombouctou	Goundam	Douékiré	41	18	44
Tombouctou	Goundam	Télé	4	4	100
Tombouctou	Goundam	Doukouria	15	11	73
Tombouctou	Goundam	Kanèye	4	4	100
Tombouctou	Diré	Dangha	11	9	82
Tombouctou	Diré	Garbakoyra	11	11	100
Tombouctou	Tombouctou	Tombouctou	8	8	100
Tombouctou	Tombouctou	Alafia	24	13	54
Tombouctou	Tombouctou	Lafia	20	8	40
Tombouctou	Tombouctou	Bourem Inaly	9	8	89
Tombouctou	Niafunké	Soboundou	51	9	18
Tombouctou	Niafunké	Soumpi	24	5	21
Tombouctou	Niafunké	Dianké	16	3	19
Tombouctou	Niafunké	Fittouga	64	7	11
Tombouctou	Niafunké	Koumaïra	35	5	14
Tombouctou	Niafunké	N'gorkou	54	1	2
Tombouctou	Diré	Binga	8	8	100
Tombouctou	Diré	Bourem Sidi Amar	8	8	100
Tombouctou	Diré	Saréyamou	16	13	81
Tombouctou	Diré	Dangha	16	11	69
Tombouctou	Diré	Diré	4	4	100
Tombouctou	Diré	Gari	8	8	100
Tombouctou	Diré	Kondi	5	5	100
Tombouctou	Diré	Kirchamba	6	6	100
Tombouctou	Diré	Haïbongo	14	6	43
Tombouctou	Diré	Binga	8	8	100
<b>TOTAL</b>			<b>525</b>	<b>219</b>	<b>42</b>

Les communes en rouges sont celles qui sont en situation de grande insécurité et où les activités ne sont pas avec satisfaction.

## 2. Tendances clés liées aux objectifs du programme

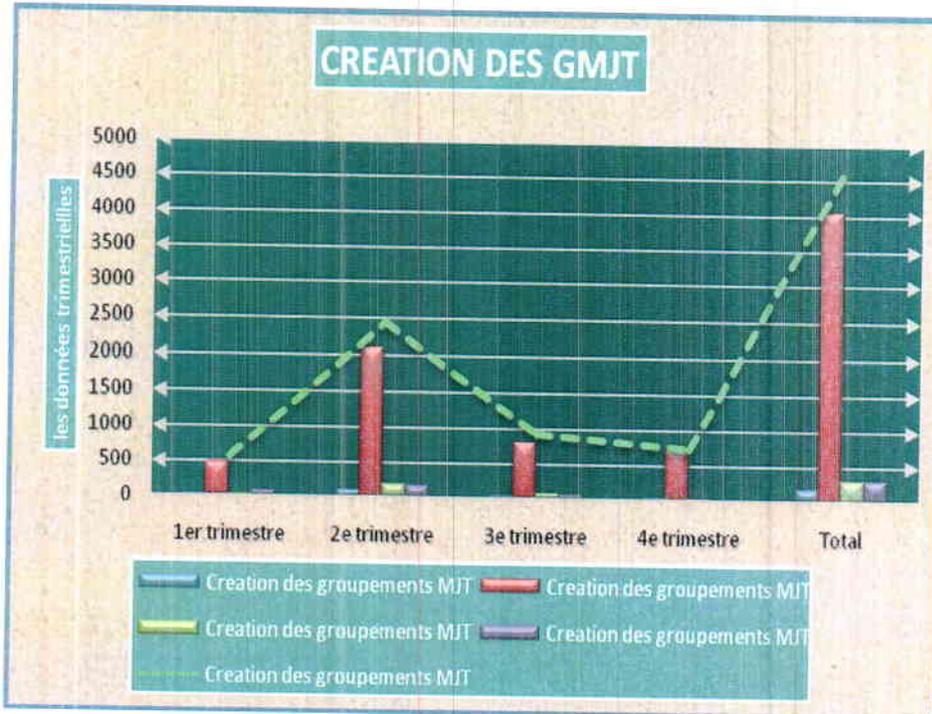
Toutes les activités planifiées ont été réalisées à 100 % dans les localités ciblées et les personnes ciblées ont tous été touchées.

*Objectif # 1 : D'ici 2018, 105 000 femmes et filles de 15 -49 ans vulnérables et/ou marginalisées des régions de Tombouctou, Mopti, Ségou et Sikasso développent leurs capacités économiques à travers la conduite des activités économiquement viables, l'accès aux marchés et aux services financiers adaptés aux besoins des femmes.*

**Résultat#1.1** : 920 groupements VSLA créés et renforcés

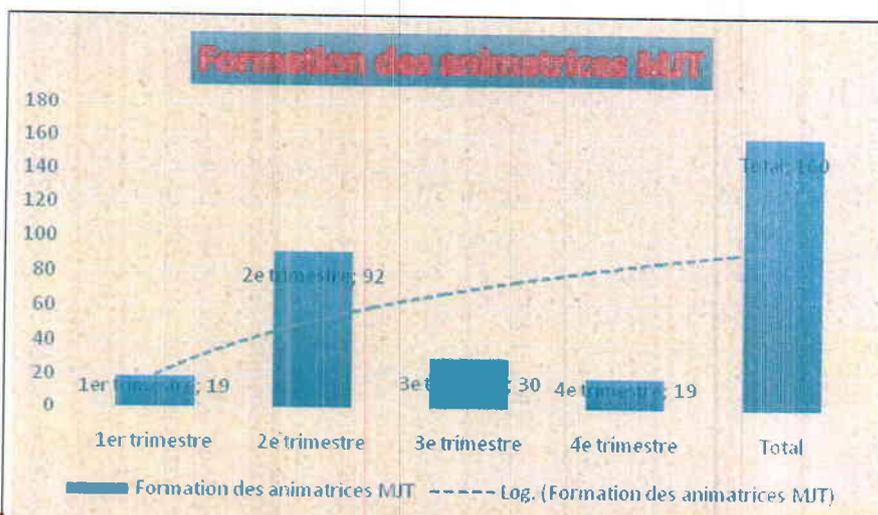
**Activité 1** : Création des groupements MJT

Dans le cadre de la mise œuvre de la composante entrepreneuriat féminin, 166 nouveaux groupements VSLA ont été mis en place dans la zone d'intervention du programme PEF GS. L'ensemble de ces groupements ont été formés sur le processus du système VSLA.



Les 166 groupements mis en place totalisent 4617 membres pour 4033 femmes, 295 filles et 289 hommes.

**Activité 2 : Formation des animatrices de groupements et agents villageois sur le processus de création des groupements MJT**



Après le processus de mise en place des groupements MJT, 160 animatrices ont bénéficié d'une formation visant à doter chaque groupement d'une ressource humaine locale avec des capacités d'animations et de communication sur l'approche MJT pour l'accompagner dans son processus de bonne gouvernance et de gestion saine. Les animatrices formées poursuivent l'encadrement de leurs groupements et localités respectifs.

**Activité 3 : Mise en place des réseaux** Courant l'année 2015, 68 réseaux villageois ont été mis en place totalisant 12 944 membres pour 12 119 femmes, 543 filles et 282 hommes.

*Photo : femmes MJT de Goundam*



**Tableaux :** situation des réseaux villageois.

RESEAUX VILLAGEOIS							
Mois	Réseaux villages	GMJT	F	f	H	T	
1er trimestre		24	134	4496	238	109	4843
2e trimestre		38	226	7171	254	151	7576
3e trimestre		6	17	452	51	22	525
4e trimestre		0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>			377	12119	543	282	12944

*Photo : femmes du réseau d'Alwalidji(cercle de Diré) en train de préparer leur banque de céréales*



**Résultat#1.2 :** 105 000 femmes sont renforcées en marketing, négociation à la vente, en technique –technologie innovantes

**Activité 1 : Formation des femmes entrepreneurs en marketing et négociation**

Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante entrepreneuriat féminin du programme Empowerment des femmes et des filles et gouvernance de la société civile, 5 ateliers de renforcement de capacités sur la gestion d'entreprise et le soutien aux AGR ont été organisés à l'intention des promotrices d'entreprise dans la zone d'intervention du programme. Les ateliers ont porté sur la formation en gestion d'entreprise et en marketing des membres des comités de gestion de banques céréales des réseaux et groupements bénéficiaires.

Ces formations visent dans une approche communautaire participative responsabilisant à doter les participants des connaissances et des outils communautaires participatifs de gestion permettant d'introduire la pratique d'une culture progressive de bonne gouvernance au sein de leurs structures et de gestion saine de leurs ressources. En vue de permettre aux participants une meilleure compréhension des thèmes abordés au cours de ces formations, la démarche a été bâtie sur le donner et recevoir participatif axé sur la pratique.

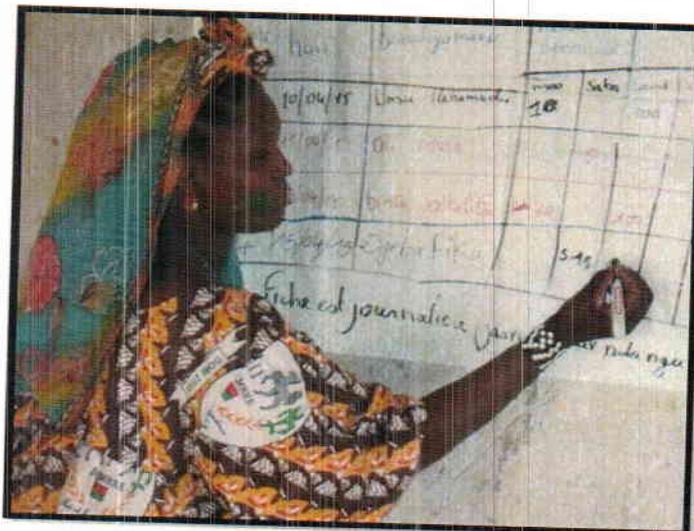
**Ces ateliers de formation ont permis aux membres de 25 comités de gestion de banques de céréales de se familiariser avec les notions d'entreprise, de gestion d'entreprise, de marketing et d'outils de gestion d'entreprise.**

**Tableau : Situation de formation en marketing**

Cercle	Commune	Réseau groupement bénéficiaire	Participants				
			H	g	F	f	T
Tous cercles	PEF-GS	Femmes	10	0	148	17	175

Pendant l'année 2015, 175 personnes dont 148 femmes, 17 filles et 10 hommes membres des comités de gestion des réseaux / groupements bénéficiaires de banques de céréales ont participé à ces rencontres de renforcement de capacités sur la gestion d'entreprise et marketing. Au cours de ces différents ateliers, les participants se sont familiarisés avec les notions de:

- Entreprise, familles d'entreprise et types d'entreprise appartenant à chaque famille,
- Capacités personnelles d'entrepreneur (CAPE),
- Entreprise et son environnement,
- Dossiers techniques d'une entreprise,
- Analyse stratégique d'une entreprise,
- Partenaires de l'entreprise,
- Fixation d'objectif de l'entreprise,
- Plan d'affaires,
- Compte d'exploitation,
- Connaissance et la tenue des outils comptables,
- Marketing,
- Etc.



Exercice d'utilisation des outils de gestion

**Objectif # 2 : D'ici 2018, 60 000 ménages des groupements de femmes et filles vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle des zones d'intervention ont renforcé leur capacité de résilience face aux risques et désastres climatiques.**

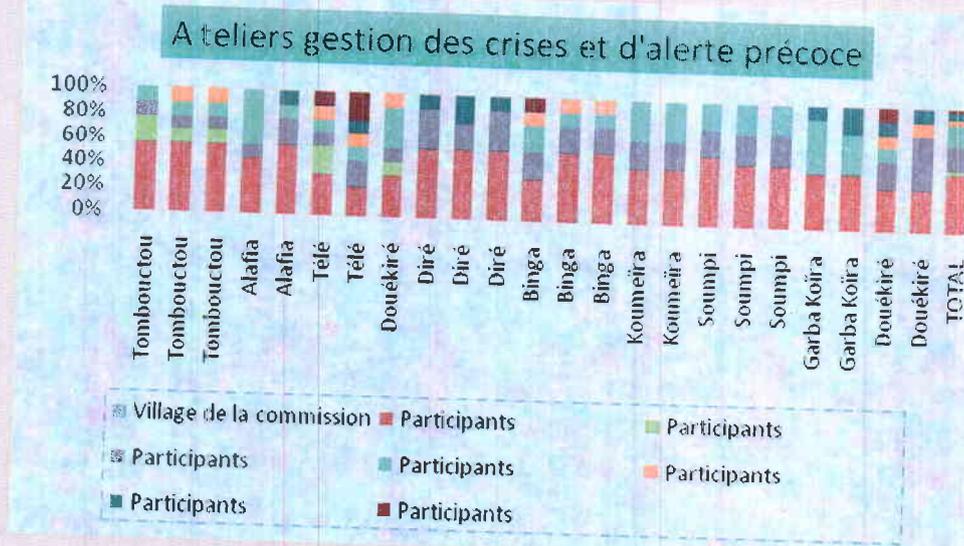
**Résultat #2.1:** Les ménages des groupements et réseaux VSLA de femmes et de filles ont développé des mécanismes communautaires d'adaptation aux changements climatiques qui s'intègrent dans le système d'alerte précoce.

**Activité 1 : Renforcement des capacités des commissions de gestion des crises et d'alerte précoce.**

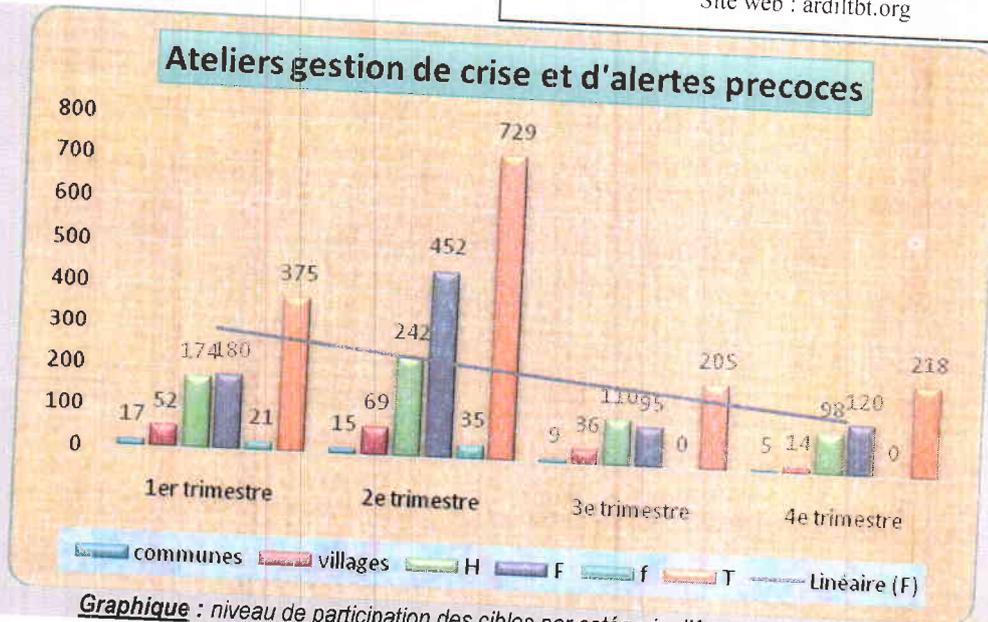
Les commissions villageoises, les relais communautaires, les chefs des villages, les conseillers villageois, les leaders religieux, les communicateurs traditionnels, les élus de 162 villages de 27 communes partenaires ont participé à ces cadres de renforcement de capacité en 2015.

Au total 1527 membres de 162 commissions dont 847 femmes MJT et 110 hommes repartis en hommes 80 CJT, 108 Notables/chefs de villages/conseillers de villages, 248 relais/agents de changement, 108 leaders religieux, 59 communicateurs traditionnels et 77 élus communaux ont été formés sur la gestion de crise, de conflits et alerte précoce.

**Graphique** : proportion de participations aux ateliers de renforcement de capacité des commissions de gestion de crise et d'alertes précoces dans les communes d'intervention du programme.



Les femmes du réseau villageois de Kessubibi dans les activités de maraichage



**Tableau :** nombre de personnes formées durant l'année 2015 dans les ateliers sur la gestion des crises et d'alerte précoce

Périodes	FMJT	HCJT	Notables	Relais	Leaders religieux	Comm Trad	Elus com	TOTAL
1er trimestre	180	19	28	91	22	13	22	375
2e trimestre	452	29	35	128	45	18	22	729
3e trimestre	95	19	28	17	20	15	11	205
4e trimestre	120	13	17	12	21	13	22	218
<b>TOTAL</b>	<b>847</b>	<b>80</b>	<b>108</b>	<b>248</b>	<b>108</b>	<b>59</b>	<b>77</b>	<b>1527</b>

**Résultat#2.2: Les femmes et les enfants ont accès à une alimentaire saine et équilibrée**

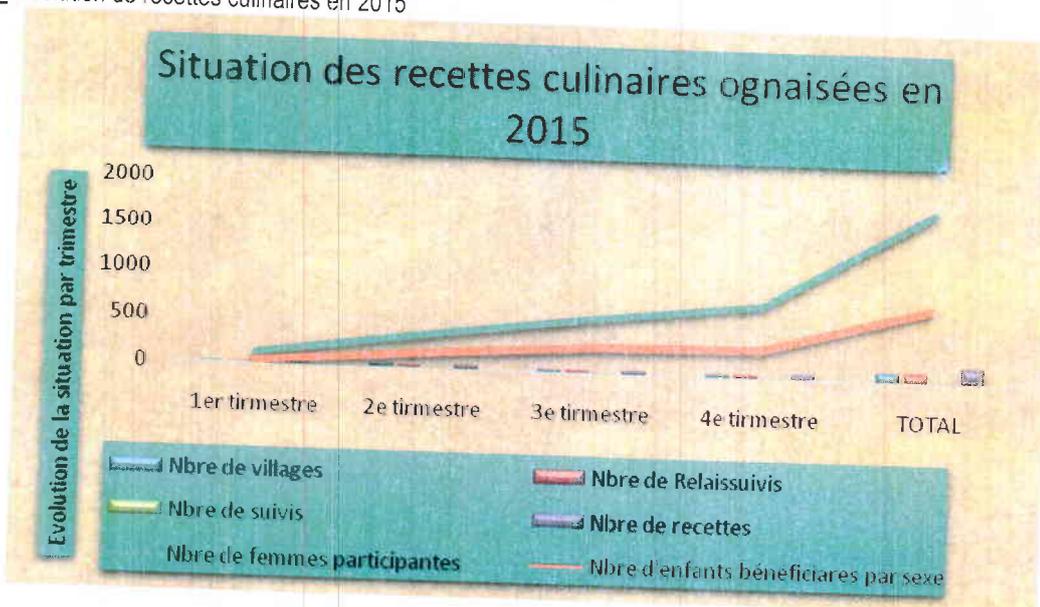
**Activité 2 :** Démonstration sur les recettes culinaires à base des produits locaux et à forte valeurs énergétique (nombre de démonstration)

Comme indique le tableau ci-dessous, 86 relais ont animé au cours de l'année 2015 un nombre total de 154 séances de démonstration culinaires dans 93 villages pour 1796 femmes et enfants. Les enfants bénéficiaires se désagrègent en 762 garçons et 1034 filles

**Tableau :** situation de recettes culinaires organisées en 2015

Périodes	Nbre de villages	Nbre de Relais suivis	Nbre de suivis	Nbre de recettes	Nbre de femmes participantes	Nbre d'enfants bénéficiaires par sexe		
						G	F	T
1er trimestre	10	14	1	21	115	41	74	115
2e trimestre	29	18	1	38	348	158	190	348
3e trimestre	22	22	1	40	567	265	302	567
4e trimestre	32	32	1	55	766	298	468	766
<b>TOTAL</b>	<b>93</b>	<b>86</b>	<b>4</b>	<b>154</b>	<b>1796</b>	<b>762</b>	<b>1034</b>	<b>1796</b>

**Graphique :** Evolution de recettes culinaires en 2015



**Activité 3 : Identification, Formation et équipement des relais sur les Actions Essentielles en Nutrition (AEN), le suivi nutritionnel, les techniques de dépistage et la Récupération nutritionnelle (Nombre de relais).**

Au cours de l'année 2015, le programme a organisé 4 suivis dans toute la zone d'intervention du programme pour capitaliser les bonnes pratiques et corrigés les faiblesses éventuelles. Ces différents suivis se sont effectivement déroulés dans 93 villages des communes d'interventions du programme où les aires de santé sont situées entre 5 à 7 Km des uns des autres. Ces suivis ont ainsi, permis de noter une évolution positive de la situation nutritionnelle des enfants dans la zone d'intervention grâce à l'observation des bonnes pratiques d'hygiène nutritionnelle basée sur les acquis de formations reçues par les relais en AEN. Autre point très important de cet aspect est que même les autres femmes n'ayant pas bénéficié directement de l'appui du programme ont pu bénéficier des compétences nutritionnelles à travers les femmes bénéficiaires du programme. Donc, un effet positif des activités du programme dans le cadre de l'atteinte du résultat intitulé : « Les femmes et les enfants ont accès à une alimentaire saine et équilibrée »

**Tableau :** suivi nutritionnel des enfants

Commune	Village	Nombre de relais suivis	Nombre séances dépistage réalisées	Nombre d'enfants dépistés			Nombre d'enfants référés	Résultat du dépistage					
				G	F	T		Vert	%	Jaune	%	Rouge	
Toutes communes	Tous villages	47	70	334	609	943	0	916	97	27	2,8	6	0

En définitive, 47 relais ont été suivis à travers la Région. Les 47 relais ont effectué 70 séances de dépistage à la bande de Shakir auxquelles ont participé 943 enfants dont 334 garçons et 609 filles âgés de 0 à 23 mois. Environ 97 % d'enfants dépistés se trouvent dans le vert c'est à dire en situation de bonne nutrition et 3 % sont dans une situation modérée et 0% de rouge ce qui veut dire qu'aucun cas de malnutrition grave ou sévère n'a été à l'évidence.

**Activité 4 : création de banques de céréales**

Au cours de l'année, le Programme a accordé la subvention de 10 banques de céréales dans la région de Tombouctou pour assister les femmes des réseaux MJT à faire face à la vulnérabilité à travers une stabilité alimentaire pendant la période de soudure. Les bénéficiaires de cette subvention sont au nombre de dix (10) réseaux MJT.

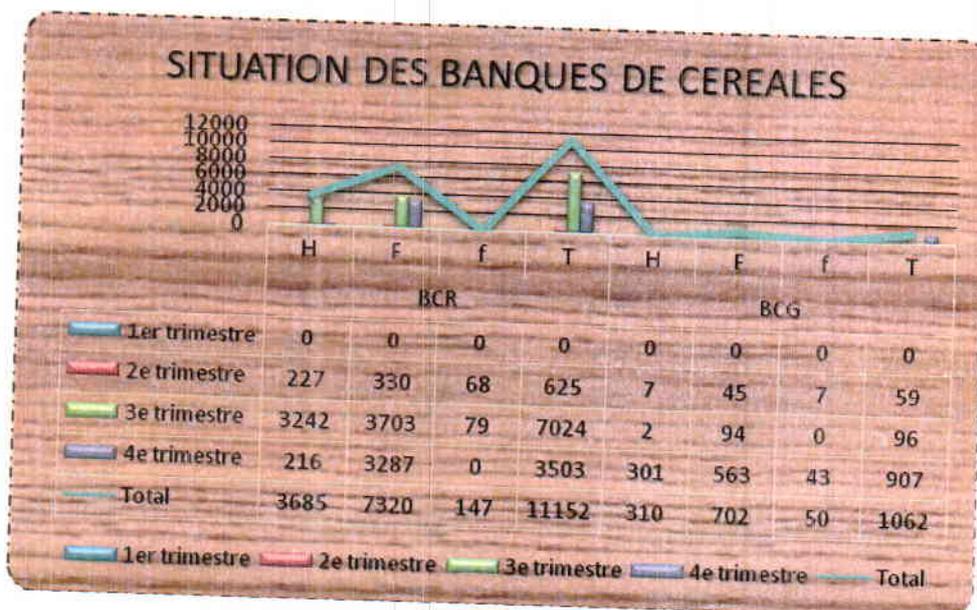
**Tableau : récapitulatif des subventions accordées aux réseaux MJT**

N°	Réseaux	villages	Montant
1	Réseau MJT Koubeitchere	Kessu	475 000
2	Réseau MJT Allahidou	Koundar	500 000
3	Réseau MJT MASLAG	Tombouctou	500 000
4	Réseau MJT Alpha Sagaidou	Tombouctou	500 000
5	Réseau MJT REESF	Tombouctou	500 000
6	Réseau MJT Fahamtiere de Tonka	Tonka	500 000
7	Réseau MJT Energie de Salakoira	Binga	500 000
8	Réseau MJT Gnakakoungo	Babi	475 000
9	Réseau MJT Tamaha	Diré	500 000
10	Réseau MJT Toukagouna	Kondi	500 000
			4 950 000

En ce qui concerne les bénéficiaires de ces banques de céréales qui intègrent effectivement les mécanismes d'adaptation aux changements climatiques, **3703** personnes dont **200** hommes, **3242** femmes /filles tous des membres MJT ont bénéficié de la vente des vivres au niveau de banques de céréales. Quant aux autres bénéficiaires non membre MJT, ils se désagrègent en **902** personnes dont **207** hommes, **675** femmes et **20** filles.

**Activité 5 : Suivi des banques de céréales**

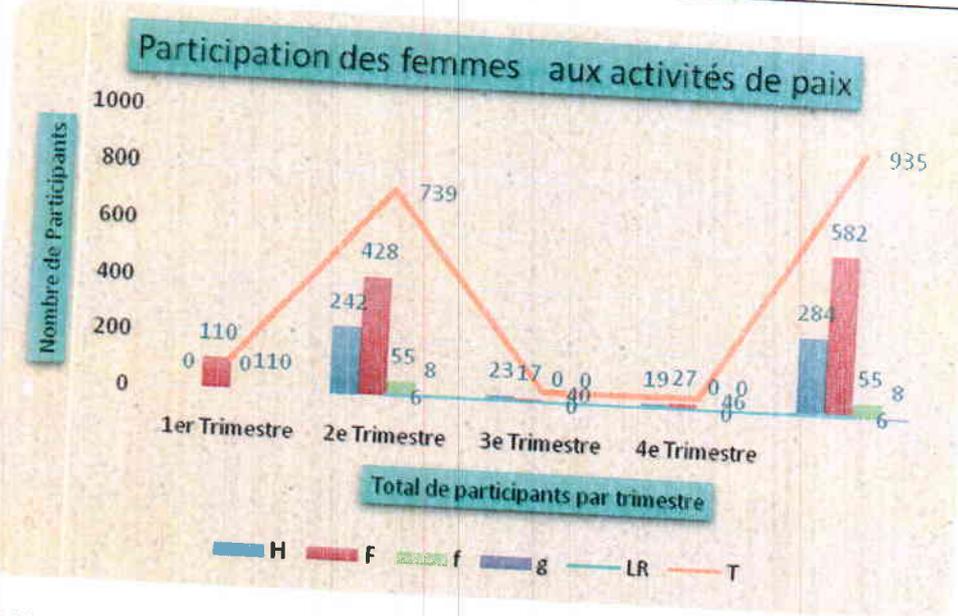
Au cours de l'année 2015, les banques de céréales ont été vendues pour **11152** bénéficiaires dont **3685** hommes, **7320** femmes et **147** filles au niveau des réseaux. Quant aux banques de céréales de groupements, **1062** personnes en ont bénéficié dont **310** hommes, **702** femmes et **50** filles.



**Objectif # 3** : D'ici Décembre 2018, 6000 hommes et les femmes de 3000 groupements VSLA des régions de Tombouctou, Mopti, Ségou et Sikasso sont engagés dans des actions visant la transformation sociale des normes et pratiques socio culturelles, l'influence des politiques, textes et lois pour la défense des droits des femmes et des filles en matière de participation, de violences basées sur le genre et de fonciers.

**Résultat# 3.1:** Les femmes participent aux commissions de dialogue, de réconciliation et de paix à travers leur participation aux instances de prise de décision en rapport avec la réconciliation et d'établissement d'une paix durable.

**Activité 1** : Renforcement des capacités des commissions de dialogue de négociation et de paix



**Graphique :** situation des femmes dans les commissions de dialogues et de paix  
Courant l'année 2015, plusieurs fora et ateliers ont été organisés. Au cours de ces ateliers et fora ,935 personnes dont 284 hommes, 582 femmes, 55 filles, 8 garçons et 6 leaders religieux y ont pris part. le tableau ci-dessous en est une illustration.

**Tableau :** situation des femmes dans les instances de dialogue de négociation et de paix

Période	H	F	f	g	LR	T
1er Trimestre	0	110	0			
2e Trimestre	242	428	55	8	6	110
3e Trimestre	23	17	0	0	0	40
4e Trimestre	19	27	0	0	0	46
<b>Total</b>	<b>284</b>	<b>582</b>	<b>55</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>935</b>

**Résultat 3.2:** Les communautés mènent des actions pour la prévention et la lutte contre les VBG faites aux femmes et aux filles.  
**Activité 1 :** Renforcer les capacités des communautés sur les méfaits des GBV (nombre de participants)  
Le programme a mené 24(24) fora dans la zone d'intervention pour renforcer les capacités de communautés à faire face aux méfaits des VBG sur toutes ses formes. En effet, ces espaces d'échanges et d'apprentissage ont permis à 615 personnes de se redynamiser face au fléau des violences basées sur le genre dont 231 femmes, 124 hommes, 16 filles, 68 chef de village, 72 relais communautaires et 104 agents de changements.  
Ainsi, nous espérons qu'avec la grande motivation et la rigueur dans laquelle les activités se sont déroulées, permettront aux différentes communautés de pouvoir combattre avec efficacité, les résiduels de VBG qui se persistent dans leurs localités respectives. Le suivi des engagements pris lors de ces foras nous permettra très certainement d'évaluer les résultats des actions menées et d'adopter de nouvelles orientations tout en restant dans la même dynamique et approche méthodologique en cours  
**Suivi des commissions VBG :** les comités VBG mis en place dans la zone d'intervention du programme totalisent 500 membres dont 153 hommes, 266 femmes, 52 filles et 31 garçons. Sur les 500 membres 388 sont membres des groupements MJT et 106 sont des personnes ressources dont 54 leaders communautaires, 27 leader religieux et 25 communicateurs traditionnels.  
Dans le cadre du suivi d'incidents VBG, 17 cas graves ont été enregistrés par les différentes commissions et rapportés aux experts juniors. ils sont des types de violence Physique, psychologique, conjugale et même foncière.

**Tableau :** incidents VBG

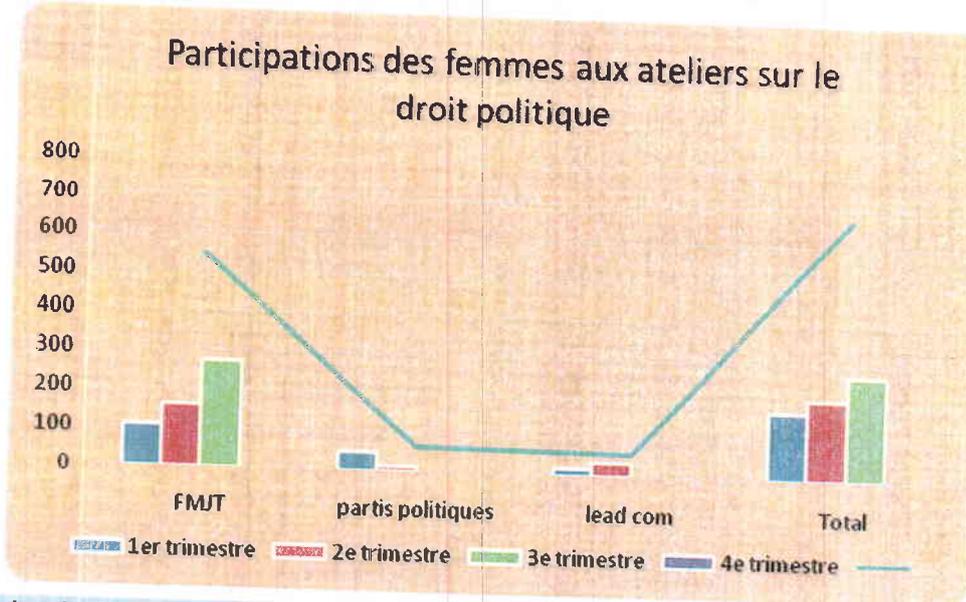
Commune	Localités	Age	Sexe	Statut	Description
Tonka	Guindigata	12	F	Mariée	Viol collectif
Douékiré	Niambougou	19	F	Célibat	Violence psychologique par son propre papa pour avoir refusé de se marier à un homme choisit par le père.
Télé	Fatakara	31	F	Célibat	Violence physique (coups et blessures par son mari)
Goundam	Goundam	29	F	Mariée	Enlèvement et viol collectif par des bandits armés
Goundam	Goundam	17	F	Célibat	Poignardé son mari avec un couteau à cause d'un mariage forcé
Goundam	Goundam	32	F	Marié	Excision forcé de ses filles par son mari en brousse
Soboundou	N'goro	34	F	Marié	Violence Physique (coups et blessures graves) par son mari
Koumaira	Koumaira	36	F	Marié	Violence verbale (injure,) Mari
Soboundou	Dabodji	38	F	Marié	Violence verbale et injure (humiliation)
Binga	Awaki	32	F	Marié	Violence Psychologique (menace de morts) par son mari

**Résultat# 4.2: Les capacités des femmes et des filles sont renforcées sur leurs droits politiques.**

**Activité 1 :Renforcements des capacités des femmes sur les droits politiques (nombre de participants)**

Dans la mise en œuvre de la composante de gestion de crises et de conflits du programme Empowerment des femmes et des filles, gouvernance de la société civile, des ateliers de renforcement de capacités des femmes et des filles sur leurs droits ont été organisés au cours de l'année 2015 sur toute l'étendue de la zone d'intervention du programme.

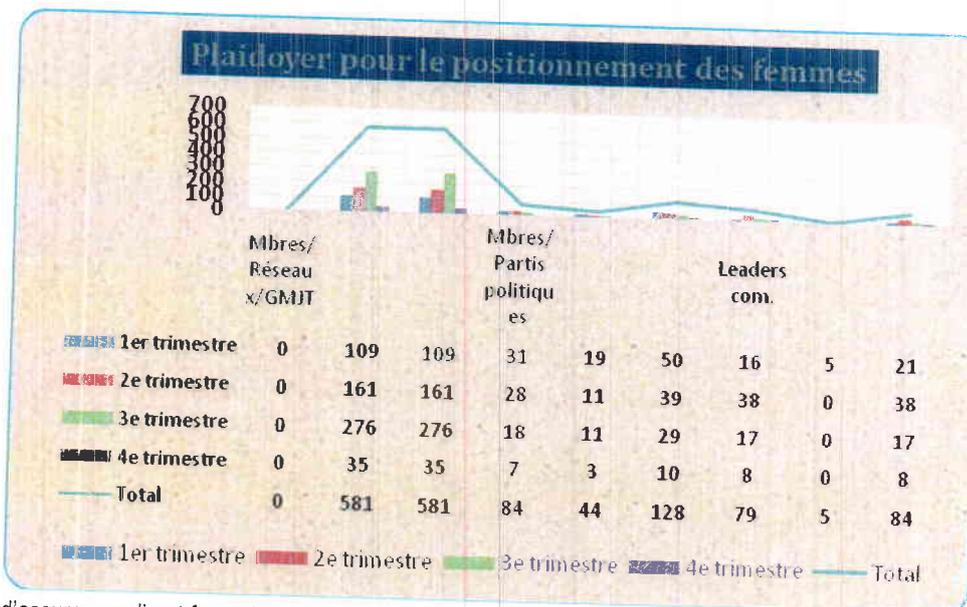
**Graphique : participations des femmes aux ateliers sur le droit politique**



De façon globale, ces différents ateliers ont permis à 546 femmes de réseaux et groupements VSLA de rencontrer et d'échanger avec 64 membres de partis politiques les plus influents de la région et 59 leaders communautaires pour renforcer leurs capacités en droit politique art oratoire et alliance politique.

Ces ateliers visent à travers des méthodes interactives à une réflexion d'ensemble sur la problématique de la représentativité des femmes

dans les instances politiques. Au total 546 femmes bénéficiées des formations en droit politique.



**Activité 2 : ateliers de plaidoyer sur le positionnement des femmes**

Les ateliers de plaidoyer pour le positionnement des femmes ont regroupé 581 femmes membres de réseaux /gmjt ,128 membres des partis politiques dont 84 hommes et 44 femmes, 84 leaders communautaires pour 79 hommes et 5 femmes. Après l'identification des problèmes et la proposition des solutions, les partis politiques (ADEMA, RPM, URD, UMRDA, YELEMA) à travers leurs délégués ont pris des engagements pour non seulement mettre en application la proposition des solutions issues des échanges, mais

d'assurer un climat favorable à l'émergence et à l'épanouissement progressif des femmes en s'engageant à :

- plaider le positionnement favorable des femmes sur les listes de candidatures aux prochaines élections communales en soutenant leur cause auprès des leaders politiques lors de l'établissement des listes de candidature ;
- informer et mobiliser les autres femmes du réseau et des groupements à soutenir les listes où les femmes sont en position favorable. Voir tableau ci-dessous pour illustration.

**Tableau : participation des femmes aux ateliers de plaidoyer pour le positionnement des femmes**

PERIODE	Participants		
	Mbres/Réseaux/GMJT	Mbres/Partis politiques	Leaders com.
1er trimestre	109	31	19
2e trimestre	161	28	11
3e trimestre	276	18	11
4e trimestre	35	7	3
<b>Total</b>	<b>581</b>	<b>84</b>	<b>44</b>

	H	F	T	H	F	T	H	F	T
1er trimestre	0	109	109	31	19	50	16	5	21
2e trimestre	0	161	161	28	11	39	38	0	38
3e trimestre	0	276	276	18	11	29	17	0	17
4e trimestre	0	35	35	7	3	10	8	0	8
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>581</b>	<b>581</b>	<b>84</b>	<b>44</b>	<b>128</b>	<b>79</b>	<b>5</b>	<b>84</b>

### Activité 2 : Identification des hommes alliés pour l'accompagnement des femmes et renforcement sur les rôles genre (participants)

Dans le cadre de l'accompagnement des femmes, des ateliers de renforcement de capacités sur les rôles genre ont été organisés à l'intention des hommes alliés aux femmes dans la zone d'intervention du programme. En prélude à ces ateliers dans les différentes communes partenaires du programme, chaque agent a établi avec les mairies concernées, la liste des hommes avérés engagés, rompus et toujours présents dans la quête permanente de l'amélioration des conditions de vie des femmes et de filles dans leurs villages. Dans chaque commune cette liste a servi comme substrat pour le choix des participants à son atelier. Ces ateliers visent dans une approche participative à :

- permettre à ces hommes de bien comprendre la notion de genre, les violences faites aux femmes et filles et leurs rôles dans l'accompagnement des femmes,
- Doter les participants des connaissances pour mieux accompagner les femmes.

**Tableau** : les hommes alliés identifiés en 2015

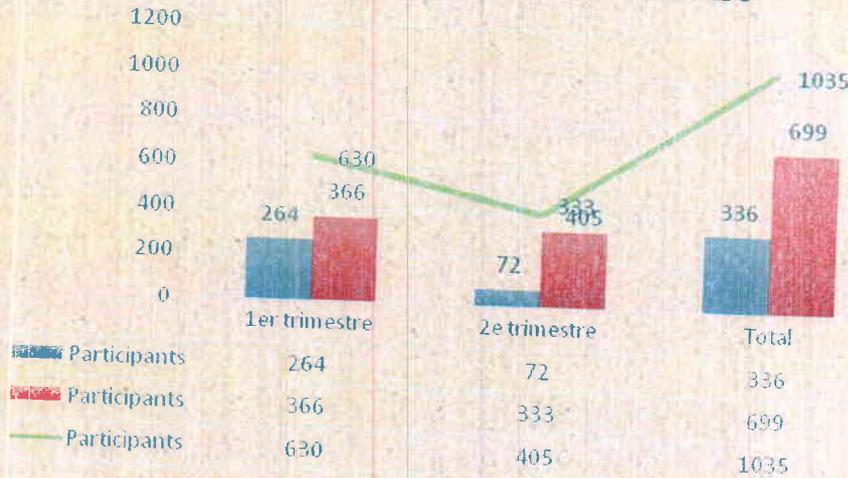
Communes	Relais	Animateurs	Agents de changements	Elus	Leaders communautaires			
					Chefs/ conseillers	Notables	Leaders religieux	Commun tradition
Alafia	12	4	14		4	16	0	0
Tombouctou	6	4	4	10	6	14	0	6
Tonka	0	0	6	0	6	18	0	12
Dangha	0	0	6	0	12	22	0	10
Soumpi	4	0	0	0	12	5	4	0
Dianké	4	0	0	0	12	5	4	0
Douékirié	0	10	4	4	18	0	10	0
Douékirié	0	4	3	0	12	0	4	2
Bourem S.A	7	0	18	10	4	2	4	0
Binga	10	0	18	6	4	2	0	0
Haibongho	4	4	3	6	2	1	1	1
Diré	10	6	18	10	8	14	0	0
Kondi	4	2	4	6	4	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>61</b>	<b>34</b>	<b>98</b>	<b>52</b>	<b>104</b>	<b>99</b>	<b>27</b>	<b>30</b>

Au total 505 hommes alliés dont 61 relais, 34 animateurs, 98 agents de changement, 52 élus, 104 chefs/ conseillers ont été identifiés à travers les 4 cercles d'intervention du programme et renforcés sur les rôles genre pour l'accompagnement des femmes. Pour plus de détail voir tableau ci-dessus.

**Résultats 4.3: Renforcer la coordination et le plaidoyer pour la protection des femmes et des enfants à travers la prévention des VBG et les résolutions clés de la SCR 1325 and SCR 1820.**

**Activité 1** : Renforcement des connaissances des femmes et des filles sur leurs droits et les articles clés des résolutions (SCR 1325 and SCR 1820 of GBV)

### Formations sur les SCR 1325 et 1820



### Graphique : situation des bénéficiaires des formations et fora sur les résolutions 1325 et 1820

Dans le cadre de VBG, des ateliers de plaidoyer auprès des leaders politiques et communautaires pour l'application des résolutions des Nations Unies (SCR 1325 et 1820) sur les violences basées sur le genre en cas de conflit ont été organisés à l'intention des populations de toutes les communes d'intervention du programme. Ces ateliers visent à travers des méthodes interactives à une réflexion d'ensemble d'une part qui permettra aux communautés de mieux exploiter leurs

expériences à travers la technique O.A.A et d'autre part à l'application des résolutions 1325 et 1820 VBG des Nations Unies. Ces activités se sont déroulées au premier et au deuxième trimestre de l'année.

**Au total 1035 personnes ont participé à ces ateliers dont 699 femmes MJT et 336 hommes se sont familiarisés avec la technique O.A.A et le contenu des résolutions 1325 et 1820 VBG.**

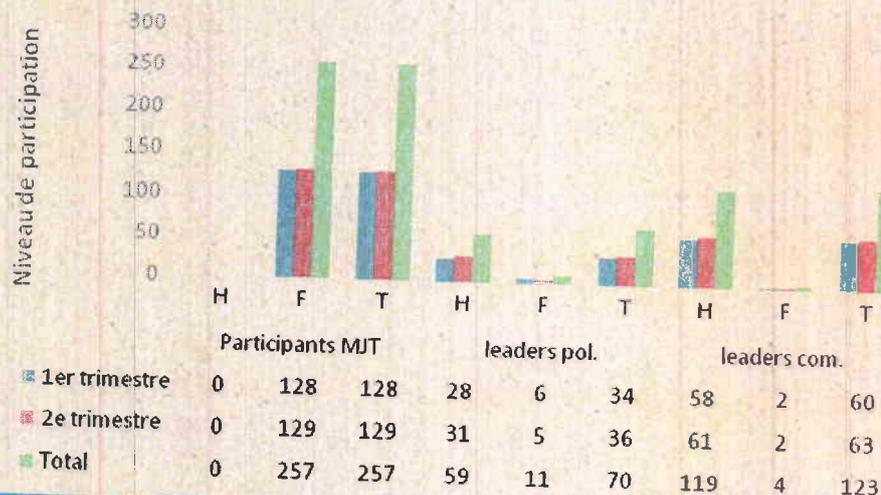
### Activité 2 : Ateliers de Plaidoyer lobbying pour application des articles clés des résolutions (SCR 1325 and SCR 1820 of GBV).

En 2015, douze (12) ateliers de plaidoyer auprès des leaders politiques et communautaires pour l'application des résolutions des Nations Unies (SCR 1325 et 1820) sur les violences basées sur le genre en cas de conflit ont été organisés à l'intention des populations des communes d'intervention du Programme. Il s'agit de :

- La catégorie de personnes qui ont les moyens (physique, matériel, financier) de franchir la barrière pour se mettre à l'abri
- La catégorie des personnes qui malgré leur désir de quitter n'ont pas les moyens de franchir la barrière et donc contraintes de rester face à la menace,
- La catégorie de personnes qui décident de rester pour une raison ou pour une autre

De l'analyse de 3 options il ressort que la plupart de ceux qui n'arrivent pas à franchir la barrière sont les femmes, ce qui est conforme aux résolutions des Nations unies qui confirment que les femmes, les enfants et les vieilles personnes payent le plus lourd tribut dans les zones de conflits car n'ayant pas les moyens de partir. En plus du manque des moyens pour les femmes et les filles pour s'échapper, ce sont elles qui sont victimes de viol, de harcèlement et de beaucoup d'autres VBG. Les échanges se sont beaucoup appesantis sur les notions de prévention et protection des femmes et filles pendant et après les conflits et sur la participation de celles-ci à toutes les initiatives qui concourent au rétablissement

### Plaidoyer sur les SCR1325 et 1820



de la paix, à la réconciliation et à la cohésion sociale comme l'exigent les résolutions 1325 et 1820 VBG des Nations- Unies. Le tableau ci-dessous donne la situation des participants à ces ateliers :

**Tableau : situation des participants aux ateliers de plaidoyer pour l'application résolutions des Nations Unies (SCR 1325 et 1820**

PERIODE	Participants MJT			leaders politiques.			leaders communautaires.		
	H	F	T	H	F	T	H	F	T
1er trimestre	0	128	128	28	6	34	58	2	60
2e trimestre	0	129	129	31	5	36	61	2	63
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>257</b>	<b>257</b>	<b>59</b>	<b>11</b>	<b>70</b>	<b>119</b>	<b>4</b>	<b>123</b>

**Activité3 : Formation des acteurs sur le plaidoyer et la gestion des risques**

Au cours de l'année 2015, les acteurs ont bénéficié de 2 ateliers de formation en plaidoyer et en gestion de risques. Les participants à ces ateliers sont au nombre de 69 acteurs dont les membres du sous-groupe VBG, le personnel de la police, la gendarmerie, la protection civile et la DRPEFEF de Tombouctou.

**3. CAS DE SUCCES ET LEÇONS APPRISSES**

**Partenariat des réseaux avec les commerçants et les cultivateurs**

Les femmes de groupements et réseaux villageois de la zone d'intervention du Programme sont des épouses des cultivateurs des périmètres irrigués. Elles voient chaque fois les efforts de leurs maries s'anéantissent après les récoltes de chaque campagne agricole à cause des dettes et frais de redevance eau et intrants contractés auprès des opérateurs économiques. Alors, les femmes des réseaux villageois de Binga, Tonka, Diré et Télé ont décidé de mettre en place un système de partenariat tripartite profitable aux femmes, aux cultivateurs et aux commerçants.

Ainsi, après la clôture de vente de banque de céréales, les femmes des réseaux villageois ont organisé des cadres de concertation avec les commerçants et les cultivateurs. Ces concertations ont eu pour objectif de parvenir à financer de façon raisonnable de l'engrais et autres intrants pour les cultivateurs. La stratégie est que les réseaux placent les fonds chez les commerçants qui à leur tour donnent des intrants aux cultivateurs. Après les récoltes, les cultivateurs remboursent les commerçants en nature et le commerçant à son tour fait la même chose avec les femmes pour reconstituer les banques de céréales

**L'avantage de ce partenariat est partagé à trois niveaux dont les cultivateurs, les commerçants et les réseaux.**

- Pour les femmes des réseaux : l'avantage est que les sacs de riz paddy leur revient moins cher, c'est-à-dire à 10 000 FCFA le sac pendant que sur le marché le sac du riz paddy est vendu au prix de 12 00 à 12 500 le 100 kg. En plus de cela, elles parviennent à sécuriser leurs fonds chez les commerçants à défaut des IMFs.
- Pour les commerçants : l'avantage pour les commerçants est qu'ils ont désormais des clients potentiels écouler facilement leurs intrants agricoles pendant l'hivernage.
- Pour les cultivateurs : l'avantage est qu'ils ont des intrants en quantité et en qualité sans difficulté et à temps pour augmenter leurs rendements.

**Tableau 10:** liste des réseaux ayant tissé de partenariat avec les commerçants et les cultivateurs

Communes	Village	Nom du réseau	Montant	Nombre des paysans bénéficiaires	Quantité de riz remboursé pour la banque de céréale
Binga	Salakoira	Fafadoboye	500 000	14	50 Sacs
Binga	Salakoira	Allahidou	500 000	13	50 sacs
Binga	Awaki	Dintierekamba	600 000	17	60 sacs
Binga	Bougoubery	Allahidou	475 000	12	47 sacs
Binga	Babaga	Addaoula	500 000	14	50 sacs
Sareyamou	Sareyamou	Djinekoye	650 000	18	65 sacs
Goundam	Goundam	Gomnika	821 200	23	82 sacs
Télé	Fatakara	Wafakoye	907 500	26	91 sacs
Télé	Fatakara	Hénène	907 500	26	91 sacs
Douékiré	Donghoï	Nafatiere	657 600	19	66 sacs
Douékiré	Niambourgou	Dintiéré	646 250	18	65 sacs
Douékiré	Babaga/Galaga	Addaoula	810 000	23	81 sacs
Douékiré	Bougoumeira	Bougoumeira	918 750	26	92 sacs
Tonka	Tonka	Fahamtiéré	500 000	14	50 sacs
<b>TOTAL</b>			<b>9 393 800</b>	<b>263</b>	<b>940 sacs</b>

👇 **Les femmes MJT s'engagent à faciliter le mariage qui est devenue un véritable problème social.**

A Tombouctou, les femmes MJT deviennent de plus en plus soucieuses de la situation de leurs filles et de leurs sœurs en ce qui concerne les questions relatives au mariage. C'est dans ce sens que les femmes de réseaux de Bellafarandi, de Bokiyat, de Sankoré et de Abaradjou en collaboration avec d'autres groupements et associations de femmes pour décider de l'avenir de toutes les filles et femmes qui souffrent du manque de mari à cause d'une coutume très ancrée dans la société, il s'agit bien sûr du taux très élevé de la dote qui s'élève au minimum de 250 à 300 000 et de 500 à 800 000 le maximum. En plus de cela, la valise qui doit avoir une valeur de plus de 500 000 sans compter le bœuf, et les autres dépenses. Ce comportement a eu des conséquences graves sur la vie quotidienne et l'ordre social locale, car les bonnes mœurs sont de plus en plus bafouées.

Cette situation a poussé les hommes à aller chercher des femmes à épouser dans d'autres localités de la région, voir même dans d'autres régions du pays, en laissant les filles de Tombouctou dans les rues et dans des situations qui déshonorent la ville.

Face à cette situation, les femmes de réseaux MJT et d'autres associations féminines se sont concertées avec le maire, le préfet, les chefs de quartier et les imams. Cette concertation a abouti à une prise de décision selon laquelle :

- la réduction de la dote à 20 000 ;
- la réduction du coût de la valise de mariage ;
- la désignation des sages pour conseiller les jeunes mariés afin de réduire le divorce,
- la poursuite des sensibilisations dans tous les quartiers à travers des messages favorisant la mise en œuvre de ces nouvelles décisions ;

**HISTOIRE D'UNE FEMME DE GROUPEMENT MJT DANS LA COMMUNE DE DOUEKIRE**

Elle répond au nom de Madame Fadi ALMOUDOU, âgée de 47 ans et exerce la fonction de pépiniériste à Douékiré village à la fois présidente du groupement MJT Doreykaw.

Femme engagée pour la promotion de ses sœurs à travers plusieurs actions notamment, initiatrice de la structuration des femmes de sa commune en plusieurs groupements d'épargne-crédits dont elle en dirige un dénommé « DOREY KAW ».



Action Recherche pour le Développement  
des Initiatives Locales

BP 77 Tél : (223) 21 92 13 05  
N° ASAC : 139/327 ; Pador : ML2008CBK1806375614  
NIF : 061000828 Y N° INPS 21-630/1Rue 86-Porte 118  
Email : ardil\_tombouctou@yahoo.fr  
Site web : ardiltbt.org

Renforcée et bien informée sur les procédures MJT et la gestion d'entreprises à travers d'énormes renforcements des capacités reçus des partenaires au développement, les services techniques de l'Etat en général et de PEF /GS en particulier. Pour ne citer entre autres formations que :

- Les procédures MJT
- La création et gestion d'entreprises
- Le leadership féminin
- Le plaidoyer

De par l'encadrement du programme PE/GS et l'octroi d'un prêt au sein de son groupement, madame Fadi a lancé son AGR pour la première fois en 2009. Laquelle AGR consistait à la production et à la vente des plans d'arbres. Après avoir réussi un appui en formation de pépiniériste (production de plans) et en équipements agricoles composés de brouettes, de pelles, de râtaux et sceau offerts par le service technique de la conservation de la nature, l'activité de madame Fadi est lancée dès lors par son dynamisme de gestion et d'approfondissement de relations avec les institutions. Elle a formalisé un contrat de production de plans avec le service de la conservation de la nature au niveau régional et a procédé à l'ouverture d'un compte courant sis à la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA). L'extension de son AGR a favorisé une création d'emplois au sein de la commune, aujourd'hui elle emploie six (6) autres femmes et son mari pour ses activités, elle a aussi formé douze (12) autres femmes dans la production des plans. Quand la commande des plans est forte elle sous-traite avec ces dernières qui fournissent aussi les plans. Toutefois, rappelons que madame Fadi exploite de nos jours 0,50ha au niveau duquel elle a financé sur fonds propres un puits. Elle produit plus de 20 000 plants par an dont l'écoulement s'effectuera sur place à Douékirié et dans les villages environnants de Niambourgou, Donghoï, Bagadji, Boya etc...

Les bénéfices ont permis à madame Fadi de réaliser les investissements ci-après :

- Achat d'une moto pompe à 375 000f CFA
- Achat de deux terrains à usage d'habitation à 200 000f CFA
- Approvisionnement régulier en semences et engrais du périmètre rizicole familial
- Prise en charge des frais scolaires, de santé, d'habillement des enfants et autres frais liés aux événements sociaux

#### Succès à Douékirié (octobre 2015)

Election de cinq (5) femmes du réseau villageois Djinekoy de Douékirié aux postes clef du comité de gestion scolaire (CGS) du premier cycle suite à une action de plaidoyer conduite par les femmes. Les postes sont :

- La présidente
- La secrétaire administrative
- La trésorière
- La commissaire aux comptes
- La chargée de la mobilisation des filles

Après l'élection de ses femmes elles se sont mobilisées pour l'approvisionnement de l'école en eau potable cela a été fait au mois de Novembre 2015, aujourd'hui l'école dispose de robinet en son sein

## Histoire de vie

« C'est la crise de 2012 qui m'a permis de connaître l'importance des groupements MJT du programme PEF »



Je m'appelle Fadimata Alassane, j'ai 42 ans. Je suis mariée et mère de six enfants dont 2 filles et 4 garçons. Au démarrage des groupements MJT, j'étais membre, mais je me suis retiré du groupement quelques mois après sur demande de mon mari, parce que je ne connaissais pas bien l'importance d'être membre sinon je pouvais convaincre mon mari de me laisser continuer avec mes camarades. Pendant la crise, je n'avais rien, mon mari aussi n'avait rien et nous dormions à la belle étoile. J'avais peur que mon fils n'aille rejoindre le rang des djihadiste pour chercher à manger parce que c'était le moment où, ils ont pu avoir beaucoup d'enfants dans leur rang. Je ne savais quoi faire puisque j'avais honte d'aller voir le groupement MJT pour leur demander de m'emprunter de l'argent vu que je leur avais quitté. Mais après une longue réflexion, une amie m'a dit que le groupement MJT *Tila* était en train d'emprunter clandestinement de l'argent aux personnes en détresse. Clandestinement parce qu'elles ne voulaient pas que les rebelles soient au courant. Je suis parti voir la présidente du groupement *Tila* pour chercher du crédit et le groupement a accepté de m'accorder un crédit de 20 000F et après j'ai pu avoir des vivres pour le ménage. Lorsque j'ai eu de l'argent je suis allée rembourser le crédit que j'ai pris. Après le remboursement du crédit, j'ai demandé d'adhérer le groupement et elles ont accepté. Aujourd'hui, je peux dire que c'est la crise qui m'a permis de connaître l'importance des groupements MJT. Grâce à mon appartenance au groupe MJT, j'ai pu faire un petit commerce. Avec cette activité, je parviens à aider mon mari, soigner mes enfants, et acheter des biens matériels et des vêtements. Grâce à mon appartenance à ce groupe, je suis devenue une femme capable de parler parmi les autres femmes. Le MJT a aussi renforcé la résilience de mon ménage en diminuant les soucis liés à alimentation, à la santé qui constituent les besoins les plus essentiels pour un être humain. Mes enfants mangent bien, aujourd'hui ils ne pleurent plus pour manque des fournitures scolaires. Mon mari est un maçon, maintenant il peut travailler la tête tranquille. Pendant la crise mon mari ne travaillait pas et nous avons rencontré un choc alimentaire, mais grâce au MJT, tout va bien aujourd'hui. Je pense que maintenant les femmes sont capables de tout avoir c'est pour cela que j'ai commencé à me battre pour être dans le bureau du réseau. J'aimerais devenir une conseillère communale. Comme mot de fin, je remercie Care Mali, ARDIL et CAID grâce à qui nous avons connu le programme PEF –GS qui nous a ouvert les yeux et les esprits.

#### 4. Obstacles majeures

Les obstacles constatés sont entre autres dans le domaine de l'entrepreneuriat féminin, le non retour des institutions de micro finance et le manque de confiance entre les femmes des groupements VSLA et les Banques de la place. Dans le domaine des VBG, les croyances socio culturelles persistent dans certaines localités d'intervention du programme et favorisent malheureusement la pratique de l'excision soit par groupe ou individuellement de façon isolée dès les trois premiers mois de la petite fille au monde. Ces obstacles constituent pour le programme des réels défis.

#### 5. Conclusion et recommandations

En somme, nous disons que toutes les activités planifiées sont été réalisées malgré le léger retard accusé au démarrage. Toutefois, la fin de ce trimestre nous laisse des défis à relever surtout en matière de l'entrepreneuriat féminin et VBG. Comme défis, il nous reste également à réussir la mise en place des réseaux communaux qui est déjà entamée au premier trimestre. En ce qui concerne, l'entrepreneuriat féminin, le programme se bat très bien dans la région, mais pour plus de consistance les groupements et réseaux VSLA les femmes doivent tisser des relations de partenariat solide dans un climat de confiance avec les institutions financières de la place. Bien que les caisses d'épargne et des crédits ne soient pas totalement de retour dans la région, le programme peut quand même accompagner les différents groupements en tant que facilitateur pour relever ce défi. Par rapport aux VBG, étant donné que la mutilation génitale féminine constitue une des graves VBG pour la petite fille, nous devons doubler d'efforts pour atteindre l'objectif fixé par le programme.

##### Recommandations spécifiques

N°	Recommandations	Qui ?	Quand ?
1	Accompagner les groupements VSLA auprès des banques pour faciliter leur partenariat avec celles -ci afin de rendre plus viable et durables pour un épanouissement tangible des de ces groupements.	Le Consortium	ASAP
2	Renforcer la sensibilisation et le plaidoyer pour l'abandon des pratiques néfastes pour l'épanouissement des filles mariage précoce et mutilation génitale féminine dans les zones où le problème persiste.	Le Consortium	ASAP
3	Conduire des visites périodiques sur le terrain afin de renforcer les capacités des agents sur certains aspects du programme (méthodologie).	Responsables composantes	Prochainement
4	Collecter les données à temps pour le rapportage (MIS, outils de suivi évaluation, rapport d'activités mensuelles, etc.)	Equipe du consortium	Désormais



*Photo : des femmes du réseau de Darsalam (Diré)*

## PROJET OFDA

PERIODE DE JANVIER 2015 A JUIN 2015

### I. Introduction

OFDA a financé à travers CARE Internationale au Mali un projet d'urgence dont l'objectif est d'appuyer les producteurs locaux touchés par la crise au Mali en vue de relancer l'économie locale.

Les producteurs locaux des régions Nord du pays ont été sérieusement affectés par les conflits/crises que le Mali a connus. Cela a entraîné une déstabilisation de l'économie locale et un anéantissement des revenus des ménages.

Le projet, initié par CARE Internationale et financé par l'USAID, est mis en œuvre en partenariat avec les ONG locales dont Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL).

La zone d'intervention du projet est la région de Tombouctou. Il s'étale sur deux cercles à savoir Goundam et Niafunké et 9 communes (Tonka à Goundam) et 8 (Fittouga, Koumaira, N'Gorkou, Banikane Narhawa, Dianké, Léré, Soboundou, et Soumpi).

La zone d'intervention d'ARDIL est constituée des Communes de Fittouga, Koumaira et N'Gorkou dans le cercle de Niafunké pour 1335 bénéficiaires dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des AGR et du maraichage.

### 2. Présentation des activités réalisées :

Durant cette période de mise en œuvre du projet, toutes les activités planifiées ont été exécutées à la satisfaction de l'ensemble des acteurs.

Cependant, les activités réalisées au courant de la période d'exécution du projet se présentent comme suit :

#### 2.1 Volet Production de Riz :

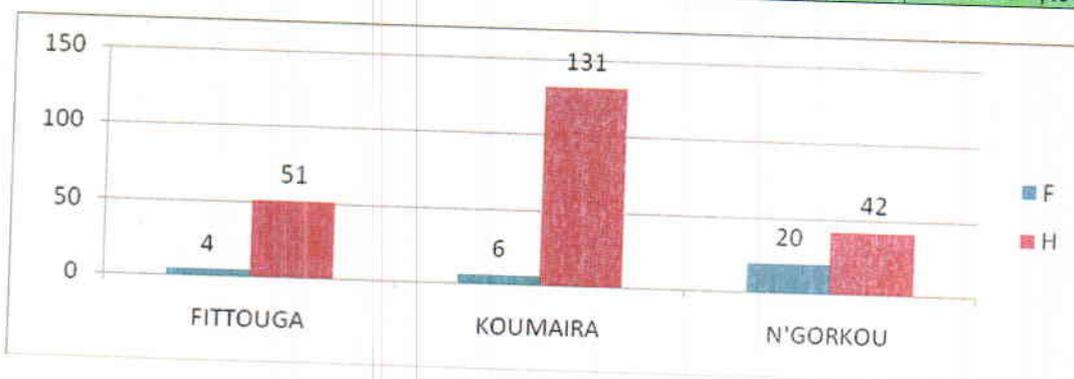
La fourniture de semences de riz et d'engrais (Urée, DAP, et la formation sur les « techniques culturales du riz » aux producteurs de riz.

Pour les trois communes d'intervention, ARDIL a couvert 254 bénéficiaires producteurs du riz dont 30 femmes (7%) ont reçu 4,18 tonnes de semences, 20,9 tonnes d'urée, et 10,45 tonnes de DAP (Phosphate).

Les bénéficiaires ont reçu une formation sur le renforcement des capacités en techniques culturales du riz. Les modules dispensés ont été : la préparation de la campagne; le Calendrier cultural; la préparation de sol; Le repiquage; l'entretien des cultures; La moisson; Les techniques d'évaluation de la production.

Pour plus de détails, voir tableau ci-dessous

COMMUNES	Nombre de bénéficiaires			% Femmes	Assistance fournie intrants (Tonnes)		
	F	H	Total		Semences	Urée	DAP
FITTOUGA	4	51	55	7	1,150	5,750	2,875
KOUMAIRA	6	131	137	4	1,790	8,950	4,475
N'GORKOU	20	42	62	32	1,240	6,200	3,100
<b>TOTAL</b>	<b>30</b>	<b>224</b>	<b>254</b>	<b>43</b>	<b>4,18</b>	<b>20,9</b>	<b>10,45</b>



#### 2.2. Volet Maraichage :

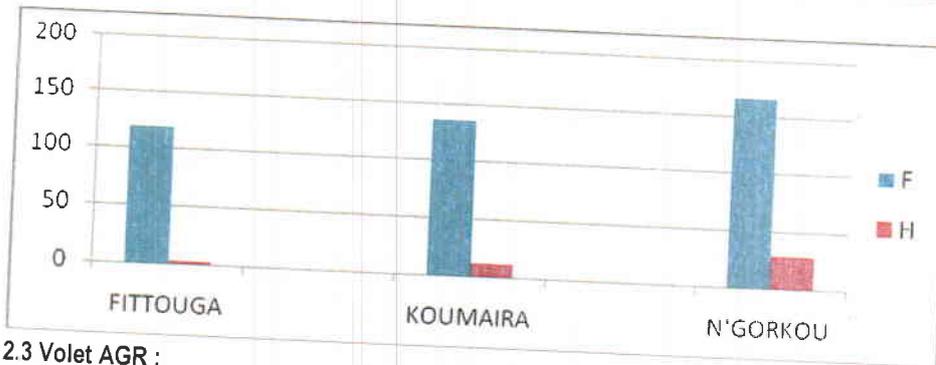
✓ 464 exploitants maraîchers repartis entre 11 Périmètres maraichers (PM) des villages de : Djibar, Barkagnalby et Saraféré (Commune de Fittouga) ; Koulossongo, Bouriabamangal et N'Gorkou (Commune de N'Gorkou) ; Bandé, Bam, Koumaira, Karango, (Commune de Koumaira) ont bénéficié de semences pour différentes spéculations et de petits matériels (154 Brouettes, 464 pelles, 464 Houes, 464 Pioches, 464 Pics).

✓ La fourniture de 17 Groupes Motopompes (GMP) pour 17 PM en difficultés d'approvisionnement d'eau dans les communes de :

- ✓ Fittouga villages de : (Saraferé ,M'Betou ,Seké ,Djibar et Aouna) ;
- ✓ Koumaira village de : (Gagalaté, Komogo, Galifolo, Bandé et Tondo) ;
- ✓ N'Gorkou villages de : (N'Gorkou, Kanamé ,N'Douga, BouriaBamangal et DangalWabi)

Pour plus de détails, voir tableau ci-dessous

COMMUNES	Bénéficiaires désagrégés			Superficie (ha)	% Femmes	Assistance fournie (semences, Motopompes, NFI)					
	F	H	Total			GMP	Haches	Houes	Pics	Pioches	Brouettes
FITTOUGA	119	2	121	4,50	98	7	121	121	121	121	40
KOUMAIRA	136	11	147	5,00	93	5	147	147	147	147	49
N'GORKOU	167	29	196	4,00	85	5	196	196	196	196	65
<b>TOTAL</b>	<b>422</b>	<b>42</b>	<b>464</b>	<b>13,50</b>	<b>90</b>	<b>17</b>	<b>464</b>	<b>464</b>	<b>464</b>	<b>464</b>	<b>154</b>



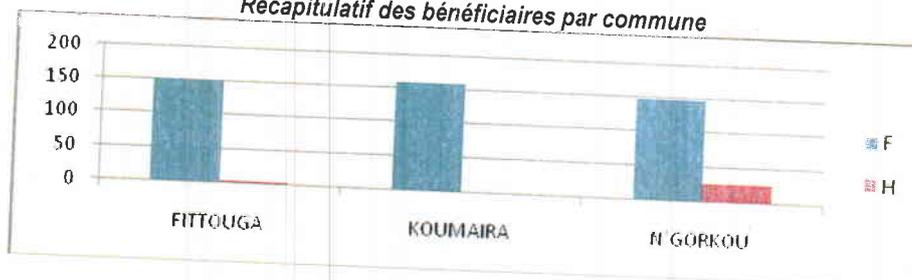
### 2.3 Volet AGR :

- ✓ Le transfert de cash aux bénéficiaires pour la redynamisation de leurs activités génératrices de revenu (AGR) et la formation sur la « Gestion de micro entreprise » en mars 2015.
- ✓ Planification et exécution des suivis réguliers des bénéficiaires sur les 4(quatre) mois qui ont suivi le transfert de fonds afin d'évaluer l'impact des fonds sur les AGR (bénéfices/pertes).

Pour plus de détails, voir tableau ci-dessous

COMMUNES	Nombre de bénéficiaires					Nombre de bénéficiaires par AGR			Assistance fournie	
	F	H	TOTAL	IDPs/Ret	% Femmes	Artisanat	Petit commerce	Petite restauration	Montant par bénéficiaire	Montant total alloué
FITTOUGA	153	3	156	0	98	1	155	0	40 000	6 240 000
KOUMAIRA	160	0	160	66	100	0	159	1	40 000	6 400 000
N'GORKOU	148	26	174	69	85	0	169	5	40 000	6 960 000
<b>TOTAL</b>	<b>461</b>	<b>29</b>	<b>490</b>	<b>135</b>	<b>94</b>	<b>1</b>	<b>483</b>	<b>6</b>	<b>40 000</b>	<b>19600000</b>

Récapitulatif des bénéficiaires par commune



### 2.4 Volet Elevage :

Le transfert de cash aux bénéficiaires pour l'acquisition des chèvres à travers les foires pour la reconstitution du cheptel, et la formation sur la « santé animale et les bonnes pratiques en matière d'élevage de petits ruminants ».



Action Recherche pour le Développement  
des initiatives Locales

Pour plus de détails, voir tableau ci-dessous

BP 77 Tél : (223) 21 92 13 05  
N° ASAC : 139/327 ; Pador : ML2008CBK1806375614  
NIF : 061000828 Y N° INPS 21-630/1Rue 86-Porte 118  
Email : ardil\_tombouctou@yahoo.fr  
Site web : ardilbt.org

Cercle	Commune	Nombre Bénéficiaires	Nombre de chèvres achetées			Prix d'achat chèvres	Montant alloué en FCFA
			Mâles	Femelles	Total		
NIAFUNKE	KOUMEIRA	34	34	68	102	2 716 000	3 230 000
NIAFUNKE	N'GORGOU	44	44	88	132	3 429 000	4 180 000
NIAFUNKE	FITTOUGA	49	47	112	159	4 104 000	4 655 000
<b>TOTAL</b>		<b>127</b>	<b>125</b>	<b>268</b>	<b>393</b>	<b>10 249 000</b>	<b>11 065 000</b>

I. Leçons apprises

FITTOUGA				
Villages	Fond de démarrage Mars	Capital AGR Juin	Ecart	Taux d'augmentation du capital
Djibar	1 800 000	2 275 100	475 100	26,39
Barkagnalby	1 440 000	2 103 950	663 950	46,11
Saraferé	1 880 000	4 285 450	2 405 450	127,95
<b>Total</b>	<b>5 120 000</b>	<b>8 664 500</b>	<b>3 544 500</b>	<b>69,23</b>

KOUMAIRA				
Villages	Fond de démarrage Mars	Capital AGR Juin	Ecart	Taux d'augmentation du capital
Komogo	1 880 000	1 938 000	58 000	3,09
Koumaira	1 080 000	1 307 430	227 430	21,06
Bam	680 000	866 000	186 000	27,35
Bandé	720 000	868 200	148 200	20,58
Karango	2 000 000	2 130 450	130 450	6,52
<b>Total</b>	<b>6 360 000</b>	<b>7 110 080</b>	<b>750 080</b>	<b>11,79</b>

N'Gorkou				
Villages	Fond de démarrage Mars	Capital AGR Juin	Ecart	Taux d'augmentation du capital
Kouloussongo	960 000	1 064 250	104 250	10,86
N'GORKOU	2 360 000	2 889 600	529 600	22,44
Mareciré	2 760 000	3 474 000	714 000	25,87
BouriaBamangal	880 000	1 171 250	291 250	33,10
<b>Total</b>	<b>6 960 000</b>	<b>8 599 100</b>	<b>1 639 100</b>	<b>23,55</b>

Récapitulatif de l'évolution des AGR par commune

Commune	Fond de démarrage Mars	Capital AGR Juin	Ecart	Taux d'augmentation du capital
FITTOUGA	5 120 000	8 664 500	3 544 500	69,23
KOUMAIRA	6 360 000	7 110 080	750 080	11,79
N'GORKOU	6 960 000	8 599 100	1 639 100	23,55
<b>TOTAL</b>	<b>18 440 000</b>	<b>24 373 680</b>	<b>5 933 680</b>	<b>33,1</b>



Action Recherche pour le Développement  
des Initiatives Locales

BP 77 Tél : (223) 21 92 13 05  
N° ASAC : 139/327 ; Pador : ML2008CBK 1806375614  
NIF : 061000828 Y N° INPS 21-630/1Rue 86-Porte 118  
Email : ardil\_tombouctou@yahoo.fr  
Site web : arditbt.org

De façon générale ; nous pouvons constater que cette assistance a eu un impact positif sur la relance des activités économiques dans les différentes communes d'intervention. Cependant ; grâce à la bonne volonté des bénéficiaires d'accroître leurs économies et au suivi de ces activités, nous avons obtenu les résultats suivants sur quatre(4) de suivi (Mars/Juin):

➤ **Commune de Fittouga :**

Avec un fond de démarrage de cinq million cent vingt mille francs cfa(5 120 000) en Mars 2015, les bénéficiaires ont pu générer trois millions cinq cent quarante mille cinq cents francs cfa( 3 544 500 ) soit un **taux d'augmentation de 69,23%** en Juin 2015.

➤ **Commune de KOUMAIRA**

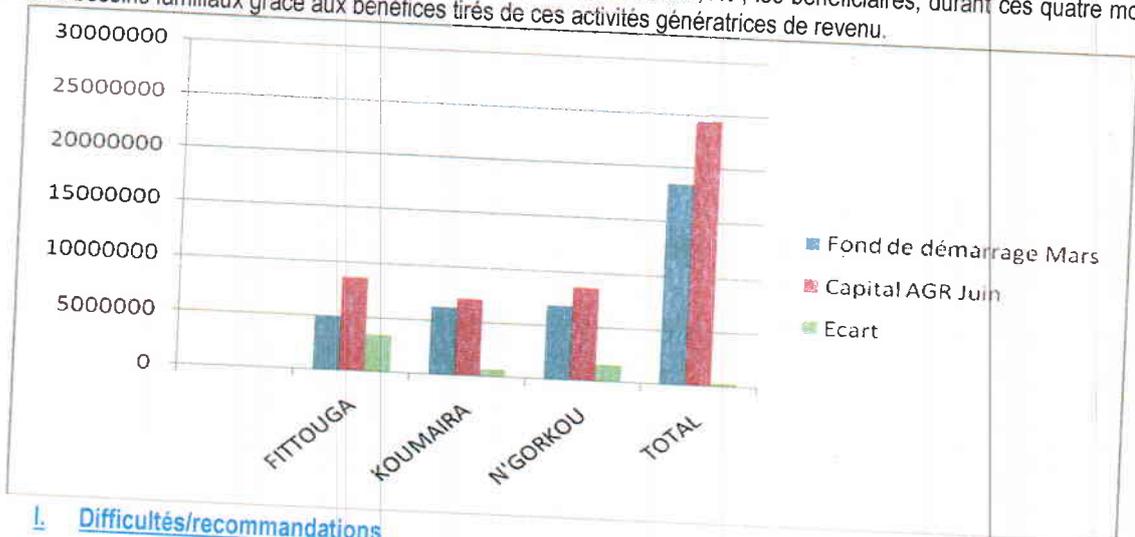
Avec un fond de démarrage de six millions trois cent soixante mille francs cfa(6 360 000) en Mars 2015, les bénéficiaires ont pu générer sept cent cinquante mille quatre-vingts francs cfa(750 080) soit un **taux d'augmentation de 11,79%** en Juin 2015.

➤ **Commune de N'Gorkou**

Avec un fond de démarrage de six millions neuf cent soixante mille francs cfa( 6 960 000)en Mars 2015, les bénéficiaires ont pu générer un million six cent trente-neuf mille cents francs cfa(1 639 100) soit un **taux d'augmentation de 23,55%** en Juin 2015.

En synthèse, pour un fond de démarrage de dix-huit millions quatre cent quarante mille francs cfa( 18 440 000) pour l'ensemble des trois(3) commune en Mars 2015, les bénéficiaires ont généré dans l'intervalle de quatre mois un montant de cinq millions neuf cent trente-trois mille six cent quatre-vingts franc cfa(5933 680) soit un **taux d'augmentation de 33,1%**.

Il est aussi important de souligner qu'au-delà de ce taux d'augmentation de 33,1% ; les bénéficiaires, durant ces quatre mois ont pu subvenir à leurs besoins familiaux grâce aux bénéfices tirés de ces activités génératrices de revenu.



**I. Difficultés/recommandations**

**4.1 Difficultés**

- L'insécurité résiduelle
- Difficultés de terrain liées à la crue
- Le respect du calendrier de planification

**4.2 Recommandations**

Une forte demande des populations pour continuer le projet afin d'atteindre encore plus de vulnérables.

**II. Success stories :**

Il nous sera très difficile de traduire ici le bonheur que le projet a donné aux bénéficiaires, toutefois certains ont laissé éclater leurs joies en disant :

- Grâce à l'appui à mon activité génératrice de revenus, je ne suis plus endettés et en toute dignité je parviens à satisfaire aux besoins de ma famille ;
- Avec l'accompagnement du projet nos enfants ne souffrent plus de malnutrition et sont bien habillés ;
- Nous les femmes sommes respectées par nos maris dans le foyer depuis que nous pouvons contribuer à la prise en charge de la famille,
- Nous les agriculteurs sommes avec l'appui du projet propriétaires de nos récoltes, car nous ne devons plus les donner pour rembourser les dettes de campagne.

**III. Suivi/évaluation**

Avec l'équipe de suivi/évaluation de CARE Internationale, ARDIL a pu facilement suivre les bénéficiaires et collecté des données fiables nous permettant de tirer toutes les leçons de la mise en œuvre.

**VI. Conclusion**

OFDA est un projet inclusif qui a pris en compte tous les vulnérables, initié par CARE , financé par USAID dont l'objectif consiste à renforcer les capacités des moyens de subsistances des populations en situation de détresse dû à la crise qu'a connu le Pays en

2012. C'est ainsi que, 1335 bénéficiaires dont 961 femmes soit 71% et 374 hommes soit 29% dans les zones d'intervention de l'ONG ARDIL ont bénéficié d'assistance dans les domaines de l'Agriculture, du Maraichage, des AGR et l'Elevage. A travers les témoignages des différents bénéficiaires, on peut en déduire que le projet a atteint son objectif car selon ces derniers, le projet est venu au moment où le besoin se fait le plus sentir. En somme, nous pouvons confirmer que le projet a été exécuté dans l'ensemble sans aucune contrainte majeure.

**Projet : IPSR**

Par l' Accord de subvention secondaire, N°02/ WFPXML0027/FY15,  
Entre

COOPERATIVE FOR ASSISTANCE AND RELIEF EVERYWHERE, INC. travaillant sous le nom de CARE INTERNATIONAL AU MALI ;

Et  
L'ORGANISATION NON GOUVERNEMENTALE Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales (ARDIL), pour les activités à réaliser dans le cadre du projet d'Opération d'Intervention Rapide Prolongée de Secours et de Redressement (IPRS) du Programme d'urgence « PAM » dans le Cercle de Niafounké, Région de Tombouctou ARDIL a distribué les quantités aux bénéficiaires des communes ci -après :

**Au cours de cette période la distribution a couvert les 5 mois de Janvier à Mai 2015**

Communes	DAG		B/F		TOTAL
	Nombre bénéficiaires	Quantités Distribuées/ T	Nombre Bénéficiaires	Quantités	
1. Banikane Narhawa, 2. Dianke, 3. Fittouga, 4. Ngorkou, 5. Sounboudou, 6. Soumpi	14 094	1 225	-	-	1 225

**Au cours de cette période la distribution a couvert les 4 de Juin à Septembre 2015**

Communes	DAG		B/F (7927 enfants de 6-23 mois et 3902 FEFA)		TOTAL
	Nombre bénéficiaires	Quantités Distribuées/ T	Nombre bénéficiaires	Quantités	
1. Banikane Narhawa, 2. Fittouga, 3. Ngorkou, 4. Soboundou, 5. Soumpi	16 336	1 136	11 829	430	1 566

**Au cours de cette période la distribution a couvert les 5 mois d'Octobre 15-Février 2016**

Communes	DAG		B/F (10446 enfants de 6-23 mois et 5142 FEFA)		TOTAL
	Nombre bénéficiaires	Quantités Distribuées/ T	Nombre bénéficiaires	Quantités en tonnes	
1. Banikane Narhawa, 2. Fittouga, 3. Ngorkou, 4. Sounboudou, 5. Soumpi	6 864	470	15 588	605	1 075

BP 77 Tél : (223) 21 92 13 05  
N° ASAC : 139/327 : Pador : ML2008CBK1806375614  
NIF : 061000828 Y N° INPS 21-630/1Rue 86-Porte 118  
Email : ardil\_tombouctou@yahoo.fr  
Site web : ardiltbt.org

**Projet Multisectoriel de réhabilitation des infrastructures sociales et de production  
dans les communautés et les municipalités de Tombouctou**  
En partenariat avec PLAN International

**I. Introduction :**

Dans le cadre de l'exécution de son Programme de réponse aux urgences au Mali, Plan confie au partenaire ARDIL la réalisation d'un paquet d'activités relatives à la mise en œuvre du projet : Projet Multisectoriel de réhabilitation des infrastructures sociales et de production dans les communautés et les municipalités de Tombouctou.

L'un des objectifs majeurs visé par ARDIL est l'amélioration des conditions de vie des populations de la sixième région en général, celle des couches les plus vulnérables en particulier.

La mise en œuvre de ce projet par ARDIL et son partenaire Plan a créé pour les vulnérables de la zone du projet des opportunités dans le sens d'une disponibilité d'activités humanitaires et de jouissance de droits.

Conscient qu'il ne peut y avoir développement local sans une dynamique sociale dont le moteur serait le vulnérable, l'un des objectifs majeurs du projet est d'appuyer les agro-pasteurs et les femmes.

La mise en œuvre de ce projet en partenariat avec les autorités contribue à lever les défis liés à la psychose et à la dégradation du tissu socio-économique, à renforcer leurs capacités, et à apporter des solutions adéquates au problème d'accès qui se pose généralement aux populations vulnérables des communautés et municipalités de Tombouctou..

**II. Rappel des principales activités programmées**

1. Mise en place des comités de suivi du transfert Argent contre Activités Agricole(A.A.A) ;
2. Identification de 22 groupements féminins ;
3. Renforcement des 22 groupements ;
4. Appui financier aux 22 groupements ;
5. Suivi des activités sur l'enregistrement des enfants ;
6. Evaluation des besoins/coûts des activités d'AGR ;
7. Contractualisation avec les Groupements ;
8. Suivi des activités sur le terrain

**III. Commentaire des activités menées**

1. Mise en place des comités de suivi du transfert Argent contre Activités Agricole(A.A.A)
2. Identification de 22 groupements féminins
3. Rencontrer l'Adjoint au Préfet de Diré
4. Rencontrer le Maire
5. Rencontrer les chefs de quartiers
6. Propositions des associations féminines vulnérables par les autorités locales
7. Diagnostic des associations proposées sur la base de la fiche de fonctionnalité conçue à cet effet
8. Associations éligibles

**2.1 Production de l'outil :**

Une fiche de fonctionnalité des organisations a été conçue (voir annexe)

**2.2 Administration de l'outil :**

51 associations de la société civile des communes de la zone d'intervention ont été évaluées

LES ASSOCIATIONS DE TOMBOUCTOU				
CERCLES				
DIRE	GOUNDAM		NIAFUNKE	
DIRE	TONKA	DOUEKIRE	SOBOUNDOU	SOUMPI
16	19	04	04	08
Total : 51 associations				

**2.3 Analyse des résultats de l'enquête**

**2.4 Production et partage du rapport avec Plan**

- 3 Renforcement des 22 groupements :
  - 4 Appui financier aux 22 groupements :  
5 groupements ont signé des contrats avec Plan des contrats et ont bénéficié d'un appui financier de 500 000f cfa par groupement
  - 5 Suivi des activités sur l'enregistrement des enfants :  
5.1 Formation des agents de déclaration ; Voir Annexe 1  
5.2 Négociation avec les autorités communales et judiciaires pour la confection de 1600 actes d'état civil pour les communes de Tombouctou ; Bourem Inaly et Alafia
  - 6 Evaluation des besoins/coûts des activités d'AGR :  
Les différents groupements retenus ont procédé à l'évaluation de leur besoin, qu'ils ont soumis à Plan.
  - 7 Contractualisation avec les Groupements :  
Un contrat de collaboration a été signé entre chaque groupement et plan dans le cadre de la mise en œuvre du projet.
  - 8 Suivi des activités sur le terrain
- Le staff de l'ONG ARDIL suit régulièrement les activités sur le terrain en vue d'apporter les redressements nécessaires

#### IV. Résultats atteints :

Le résultat atteint est inestimable à tous points de vue :

- ✓ L'engouement suscité par cet appui a permis de multiplier de façon significative;
- ✓ L'assurance que l'appui aux secteurs d'activités peut propulser l'éducation des enfants par la prise en charge des frais d'écolage ;
- ✓ L'amélioration des conditions de travail des ménages vulnérables : le matériel a été bien apprécié;
- ✓ Le développement des activités génératrices de revenus en général contribue à l'épanouissement des familles. ;
- ✓ L'engagement des groupements et des autorités communautaires à faire de bons résultats par la relance du secteur économique;
- ✓ La délivrance d'un nombre important d'acte d'état civil à des enfants vulnérables nés pendant la crise ;
- ✓ La reconnaissance, les félicitations et les remerciements de tous à l'endroit de Plan et de tous ses donateurs.

#### V. Contraintes / difficultés liées à la mise en œuvre :

Les difficultés constatées lors de la mise en œuvre sont:

- L'insécurité
- Le montant de 500 000 F CFA par groupement s'est avéré insuffisant pour couvrir les besoins essentiels
- Quelques frustrations liées à l'insuffisance du nombre de groupements bénéficiaires ;
- Les kits et les intrants agricoles en termes de quantité ;
- Le montant du cash.

#### VI. Suggestions et/ou recommandations

- ❖ Un suivi rapproché
- ❖ Un renforcement des capacités des organes de gestion et des gérantes
- ❖ Plus d'implication des autorités administratives et communales



Formation des agents de déclaration de la commune de Tindirma



Formation des agents de déclaration de la commune de Diré

## LE PROJET MOFA En partenariat avec CARE MALI

### 1. Contexte et justification

La crise de la sécurité, qui a conduit à l'occupation des deux tiers du territoire par les rebelles et groupes terroristes, a amené des milliers de personnes à se déplacer à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Suite à ces événements les ONGs et tous les acteurs humanitaires se sont déployés pour apporter une réponse aux besoins (alimentaires, nutritionnels, abris, santé, éducation etc.) des personnes déplacées internes qu'externes. Cependant ces ménages regagnent massivement les zones d'origine avec un grand espoir de vivre dans la dignité.

Les opérations d'EMOP ont apporté leurs soutiens indéfectibles à ces milliers de ménages qui ont été victimes des effets néfastes de cette crise. Cependant il faut reconnaître qu'il ya toujours des zones ou les conditions alimentaires sont encore insatisfaisantes voir inquiétantes. L'évaluation préliminaire de la campagne agricole 2013-2014, Indique une réduction de la production céréalière de 18% par rapport à la campagne 2012-13, et 9,43% de moins que la moyenne des 5 dernières années. En Février 2014 OIM a signalé le nombre de personnes déplacées à un peu plus de 199 000. Parmi ceux-ci, près de 44 000 sont dans la région de Tombouctou. L'OIM a estimé encore (Février 2014) que plus de 196 000 personnes ont déjà regagné le nord, plus de 90 000 de ceux ci sont retournés à Tombouctou.

Les personnes déplacées à l'intérieur et réfugiés continuent de rentrer chez eux, les ressources limitées seront encore tendues et le nombre de personnes qui se trouve dans le besoin d'aide est susceptible d'augmenter. Cependant, CARE a conduit une évaluation rapide des besoins des ménages (retournés, résidents et IDPs) dans la région de Tombouctou.

CARE a obtenu à travers CARE Norvège un financement de MOFA (Ministry of Foreign Affairs). Suite à cela le projet Mofa vient en réponse aux besoins non alimentaires de ces différents ménages, et de renforcer les conditions alimentaires et nutritionnelles de leur famille.

Ce présent rapport narratif explique les dispositions et les conditions de mise en œuvre de la première distribution du cash dans les cercles de Tombouctou, Goundam et Niafunké.

### 2. Description des activités

#### 2.1 Les activités de préparation

Le projet MOFA est une initiative très intéressante dans le contexte actuel du Mali et particulièrement dans les régions du nord. A cet effet, le ciblage n'a pas été une chose facile. Ce fut le moment difficile pour amorcer ce projet dans sa phase d'exploitation dans les différentes zones concernées. Dans la mise en œuvre de cette initiative qui intègre deux volets de transfert de cash. Il faut noter le transfert de cash inconditionnel et le cash pour un appui au redressement des AGRs que doivent bénéficier les groupements MJT dans le cercle de Tombouctou.

Le projet a planifier pour cette distribution d'apporter un soutien à 3224 ménages vulnérables victimes du conflit du nord repartis de façon suivante: 1229 pour le soutien aux AGR et 1995 ménages reçoivent un transfert inconditionnel pour couvrir leurs besoins non alimentaires pendant la période de soudure.

#### 2.2. Le rôle des agents de terrain

Les agents de terrain sont chargés de mener les activités suivantes :

- ✚ L'étape d'information sur le mécanisme de transfert du cash

Il s'agit d'expliquer aux ménages bénéficiaires le processus d'accès aux sites et de retrait du cash pendant les opérations de distribution. A cet effet, des séances de sensibilisation sont aussi à l'ordre, elles portent sur les conditions d'hygiène et de bonne pratique nutritionnelle dans les foyers et la résolution 1325 UN. Alors, il fallait donc s'assurer que les ménages ont acquis ces notions qui permettent de renforcer leurs conditions de vie.

Pour les groupements MJT de Tombouctou, le fonds servent de soutiens pour redresser ou redémarrer leurs AGRs.

- ✚ L'étape de vérification de pièces

Pour être en possession de son dû, chaque bénéficiaire doit se faire vérifier ses pièces par les agents de terrain en complicité avec les représentants (es) des comités de validation et ou de plaintes. Il faut noter cependant, qu'il s'agit des pièces suivantes : carte d'identité et/ou NINA, la carte bénéficiaire et le coupon.

#### 2.3. Les actions menées par les superviseurs du projet sur le terrain

Les superviseurs ont pour rôle la coordination des opérations de distribution notamment l'émargement des bénéficiaires sur nos états de paiements et la gestion des plaintes impératives. Ils maintiennent le lien avec les représentants des bénéficiaires pour le partage des informations.

### 3. La production de la liste des bénéficiaires :

La liste est produite et fait l'objet d'une vérification des informations de chaque ménage. Les états de paiements sont établis et partagés avec notre partenaire (orange money) en charge de la distribution pour planifier les puces servant de retrait du cash.



#### 4. La production des cartes et coupons

Les cartes et les coupons sont produits pour chaque ménage bénéficiaire, les coupons sont produits à chaque distribution. Les informations qui se trouvent sur chaque coupon sont: la commune et/village ou quartier, le mois et l'année, le nom et prénom du ménage, la taille du ménage, le numéro ID, le code attribué par CARE, le montant, le numéro du coupon. Cette innovation dans le processus de paiement doit pouvoir déceler les cas de fraude pendant les opérations de distribution du cash. Les coupons sont distribués toujours à la veille des opérations et continueront aussi pendant la distribution sur chaque site pour ceux qui n'étaient pas présents.

#### 5. La validation des listes

Les listes sont partagées avec les membres du comité de validation de chaque quartier et/ou village, qui doivent à leur tour publier ces listes et faciliter la vérification des informations des ménages bénéficiaires.

#### 6. Le planning de distribution

Il est établi un planning de distribution en collaboration de notre partenaire de distribution (orange money), le Développement Social et les comités de validation pour une meilleure coordination des activités. (Voir tableau : planning prévisionnel en annexe)

#### 7. Les opérations de distribution

Les opérations ont commencé à 9H avec un léger retard sur tous les sites planifiés. La raison de ce retard est fonction de la distance qui sépare un site à un autre. Les ménages sont sortis massivement tôt le matin pour percevoir leur dû. Les ménages sont organisés sur le site par quartier pour être servis. Les dispositions organisationnelles sont respectées pour la réussite de l'activité. Au respect du protocole de distribution, les opérations de distribution du cash se sont étalées sur deux jours dans la commune de Niafunké une journée à Tombouctou et Goundam.

#### 7.1 Les conditions d'accès aux sites

Pour y accéder aux sites de distribution chaque ménage doit être muni des documents suivants :

- La carte de bénéficiaire établie par CARE (logos CARE et Bailleur MoFA)
- Le coupon de bénéficiaire établi par CARE;
- Une pièce d'identité nationale et /ou NINA ;
- Etre sur la base de données « photos des bénéficiaires n'ayant pas de pièces ».

#### 7.2 La supervision des opérations de distribution

Les opérations sont supervisées par le chef de projet de CARE, le représentant des services techniques de l'Etat (le développement social) ainsi que les représentants des bénéficiaires et les coordinateurs des ONG partenaires (consortium CAID/ARDIL).

#### 7.3 La clôture des opérations

Les opérations ont été planifiées pour ne pas dépasser une seule journée par site pour des raisons sécuritaires dans la zone. A cet effet, il arrive souvent de constater le prolongement des opérations en dehors des heures normales de travail. A la fin de chaque distribution sur chaque site, le PV de distribution est signé par les agents de CARE, Orange money et les représentants des bénéficiaires après confrontation des données des différentes parties.

#### 8. Le résultat de l'opération de la distribution

Tableau I : récapitulatif des données statistiques (sexe/montant/commune)

Communes	Nombre ménages bénéf						Ecart	Montants		Ecart
	Prévus			Servis				Prévus	Servis	
	Total	H	F	H	F	Total				
Soumpi	596	295	301	259	264	523	73	26 522 000	23 273 500	3 248 500
Dianké	417	206	211	181	184	365	52	18 556 500	16 242 500	2 314 000
Fittouga	815	403	412	392	399	791	24	36 267 500	35 199 500	1 068 000
Goundam	167	83	84	83	84	167	0	7 431 500	7 431 500	
<b>TG</b>	<b>1995</b>	<b>988</b>	<b>1007</b>	<b>914</b>	<b>932</b>	<b>1846</b>	<b>149</b>	<b>88 777 500</b>	<b>82 147 000</b>	<b>6 630 500</b>

Tableau II : ventilation des bénéficiaires par sexe et par commune

Communes	Nombre bénéf prévus		Total individus prévus	Proportions	Nombre bénéficiaires Servis		Total individus Servis	Ecart
	H	F			H	F		
	Soumpi	2076			2117	4193		
Dianké	1328	1355	2683	88%	1162	1186	2348	335
Fittouga	2238	2283	4521	97%	2172	2216	4388	133
Goundam	364	372	736	100%	364	372	736	0
<b>TG</b>	<b>6006</b>	<b>6127</b>	<b>12133</b>	<b>93%</b>	<b>5557</b>	<b>5669</b>	<b>11227</b>	<b>906</b>



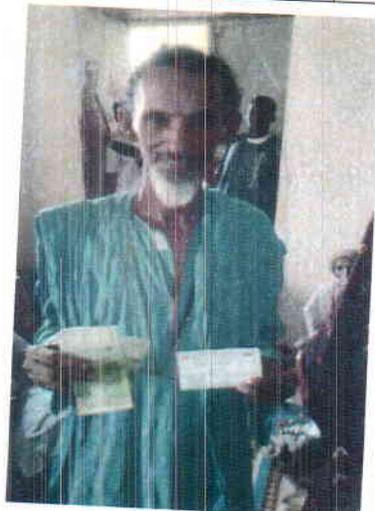
## 8.2 Le résultat de l'opération de la distribution

Tableau I : récapitulatif des données statistiques (sexe/montant/commune)

Communes	Nombre ménages bénéf						Ecart	Montants		Ecart
	Prévus			Servis				Prévus	Servis	
	Total	F	H	F	H	Total				
Soumpi	523	167	356	167	356	523	0	23 535 000	23 535 000	0
Dianké	365	120	245	120	245	365	0	16 425 000	16 425 000	0
Fittouga	791	332	459	332	459	791	0	35 595 000	35 595 000	0
Goundam	167	102	65	102	65	167	0	7 515 000	7 515 000	0
Soboundou	<b>298</b>	83	215	83	215	<b>298</b>	<b>0</b>	<b>13 410 000</b>	<b>13 410 000</b>	<b>0</b>
<b>TG</b>	<b>2144</b>	<b>805</b>	<b>1339</b>	<b>805</b>	<b>1339</b>	<b>2144</b>	<b>0</b>	<b>96 480 000</b>	<b>96 480 000</b>	<b>0</b>

Tableau II : répartition des bénéficiaires indirects par sexe et par commune

Communes	Nombre bénéf prévus		Total individus prévus	proportions	Nombre bénéf Servis		Total individu Servis	Ecart
	H	F			H	F		
Soumpi	2076	2117	4193	100%	2076	2117	4193	0
Dianké	1328	1355	2683	100%	1328	1355	2683	0
Fittouga	2238	2283	4521	100%	2238	2283	4521	0
Goundam	364	372	736	100%	364	372	736	0
Soboundou	1180	1204	2384	100%	1180	1204	2384	0
<b>TG</b>	<b>7307</b>	<b>7210</b>	<b>14 517</b>	<b>100%</b>	<b>7307</b>	<b>7210</b>	<b>11227</b>	<b>0</b>



### 8.3 Le résultat de l'opération de la distribution

Tableau I : récapitulatif des données statistiques (sexe/montant/commune)

Communes	Nombre ménages bénéficiaires						Ecart	Montants		Ecart
	Prévus		servis					Prévus	Servis	
	Total	F	H	F	H	Total				
Doukouria	942	322	620	322	620	942	0	42 390 000	42 390 000	0
Soboundou	298	107	191	107	191	298	0	13 410 000	13 410 000	0
<b>TG</b>	1240	429	811	429	811	1240	0	55 800 000	55 800 000	0

Tableau II : répartition des bénéficiaires indirects par sexe et par commune

Communes	Nombre bénéficiaires prévus		Total individus prévus	Proportions	Nombre bénéficiaires Servis		Total individus Servis	Ecart
	H	F			H	F		
Doukouria	1565	1597	3162	100%	1565	1597	3162	0
Soboundou	1180	1204	2384	100%	1180	1204	2384	0
<b>Totaux</b>	<b>2745</b>	<b>2801</b>	<b>5546</b>	<b>100%</b>	<b>2745</b>	<b>2801</b>	<b>5546</b>	<b>0</b>

### 9. Les risques liés aux opérations de distribution

La zone du projet a connu récemment des incidents sécuritaires très récurrent. L'approche développée par notre équipe est très dynamique et a permis d'éviter au maximum le risque d'insécurité qui prévaut toujours sur le terrain. Cette approche consistait à faire placer nos agents sur le terrain et d'évaluer la faisabilité de nos Opérations de transfert sur le terrain. Les risques sont entre autres :

- Risque d'enlèvements ;
- Risque de dépouillements ;
- Risque de menace (d'interdiction d'accès, de mort et d'influence des chefs de tribus ou de villages) ;
- Risque de générer des conflits inter-population etc.

### 10. Les aspects sécuritaires

La commune de Doukouria fut très agitée dans le mois de Avril /mai 2015. Plusieurs attaques ont eu lieu avec des boutiques vandalisées et pillées ; des populations terrorisées, des voitures et motos enlevées. Dans l'ensemble, nos Opérations de transfert du cash se sont déroulées dans la plus grande sérénité et sans incident.

### 11. La visibilité

Une communication transversale est maintenue entre l'équipe du projet et les comités villageois, mais, nous avons souhaité faire moins de visibilité compte tenu de la situation sécuritaire dans la zone. Tout de même les ménages sont rappelés pour garder leurs cartes bénéficiaires comme support de visibilité pour le projet.

### 12. La gestion des plaintes impératives

Le comité de gestion réceptionne les plaintes et partage avec l'équipe du projet pour traitement. En séance tenante les solutions sont transmises aux plaignants et pour large diffusion pour pallier aux cas de similitude. Aucune plainte majeure n'a été recensée. Par contre les numéros sont inscrits sur toutes les cartes bénéficiaires et mention est faite aux cas de besoins d'appeler ces deux numéros.

### 13. Conclusion

Ce dernier transfert de cash a été réussi avec succès dans les communes de Goundam et Niafunké. Le projet MoFA, est désormais connu jusqu'au plus petit village le plus reculé de nos zones d'intervention à cause de son importance. Les ménages en témoignent sans cesse sur le bien fait du projet tant sur le plan économique que social. Cette troisième distribution vient coïncider avec une période assez difficile, notamment celle d'une mauvaise récolte et la constitution du stock de sécurité alimentaire dans les greniers familiaux.

## Education aux Risques (ER)

En partenariat avec Handicap International

### I. Déroulement/Points d'échanges

#### 1. Point sur les grandes lignes des activités réalisées au cours de l'année

- Réalisation des sessions de présentation ER dans les 3 cercles de Tombouctou par l'équipe projet,
- 56 sessions avec 2439 bénéficiaires dont 603 hommes, 789 femmes, 490 garçons et 557 filles pour les ALPC.
- **ARDIL a partagé ses activités de sensibilisation réalisées dans les 5 cercles de la région de Tombouctou**

#### 2. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités ER et suivi des recommandations

- **Difficultés**
  - l'inaccessibilité de certaines zones à risques en raison du contexte sécuritaire
  - le manque d'outils ER (banderole, Boîtes à images..) pour la réalisation des sessions de masse
- **Suivi des recommandations**
  - Recherche de Banderole supplémentaire pour les sensibilisations de masses – (en cours)
  - Collecte d'informations sur les victimes des REG par chaque acteur dans ses localités d'intervention – (en cours)
  - Multiplier des séances ER auprès des habitants autour des fosses de collecte d'eaux usées.

#### Nombre de personnes (Enfants, Adolescent, Jeune, Adulte) sensibilisées par Organisation

Organisation	NB séances	ENFANTS		ADOLESCENTS		JEUNES		ADULTES		Total
		Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
ARDIL	62	270	2 400	2 166	214	84	116	478	4 460	10 250

ARDIL a organisé avec la facilitation de UNMAS, une formation en éducation aux risques en vue d'outiller l'ensemble de son staff, pour mener des séances et des campagnes de sensibilisation des communautés à la base. ARDIL est membre de tous les clusters

## TRAVAILLONS ENSEMBLE CONTRE LE MARIAGE PRECOCE (TEMP) En partenariat avec CARE

L'initiative VBG cas mariage précoce qui est composante du programme Empowerment des femmes et filles, gouvernance de la société civile.

Actions concertées pour la réduction des effets du mariage précoce dans les zones à fort prévalence ainsi que l'amélioration de la santé de reproduction et la promotion des droits des femmes et des filles dans la région de Tombouctou.

L'objectif de nos activités vise à contribuer au renforcement de la prévention et de l'atténuation des effets du mariage précoce/forcé des jeunes filles dans les zones à fortes prévalences.

Dans le souci d'atteindre les objectifs du projet des activités ont été planifiées dans 15 villages de 3 communes et 3 cercles de la région de Tombouctou.

### Objectifs :

- Améliorer la connaissance qu'ont les populations des concepts VBG, genre et violence, santé sexuelle de reproduction et droit sexuel.
- Identifier les normes sociales non favorables au genre.
- Connaître les causes et conséquences des violences faites aux femmes et filles
- Présenter les différentes formes de violences exercées à l'encontre des femmes,
- Informer les participants sur les sources, les lacunes et les problèmes de violence e auxquels les femmes font face
- Améliorer la connaissance des participants sur les Recours aux survivantes

Dans le souci toujours de **contribuer au renforcement de la prévention et de l'atténuation des effets du mariage précoce/forcé des jeunes filles**, nous avons redynamisé les clubs scolaires avec 25 membres par club composé de 15 filles et 10 garçons dans 18 écoles.

Pour une question de durabilité des clubs scolaires, nous envisageons prendre les Directeurs comme coordinateurs, une première mère éducatrice comme adjointe au Coordinateur, une deuxième comme coach une enseignante comme assistante. Cette approche va nous permettre de mener nos activités même pendant les congés et vacances où généralement l'administration scolaire est absente.

Pour une lutte commune nous envisageons organiser une séance de travail sur le mariage précoce facteur de sous développement des villages avec la participation des autorités scolaire, des membres du CGS, des parents d'élèves et des membres du club scolaire.

En ce qui concerne la diffusion de message sur les violences et le mariage précoce, nous avons opté pour la diffusion de message avec les communicateurs traditionnels et cela pour plusieurs raisons.

### Les types de violence :

- Les violences physiques :
- Les violences psychologiques :
- Les violences sexuelles :
- Les violences Economique :





**CONCLUSION.**

Toutes les activités planifiées pour ce mois ci ont été menées sans incident majeur. Les foras se sont déroulés dans des meilleures conditions sans difficultés. Par ailleurs, les participantes ont pris conscience de la pratique de ce violence de droit des filles qui avant la tenue de ces fora n'étaient pas considérer comme étant une violence. Ces rencontres ont permit également de mettre un accent particulier sur les causes et conséquences du mariage précoce. Grâce à cette prise de conscience, les participants s'engagent à un changement de comportement et de mentalité à travers des engagements personnels et collectifs.

## « AMELIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES COMMUNES RURALES DE TOMBOUCTOU DANS LES SECTEURS D'EAU, SANTE, EDUCATION ET SECURITE ALIMENTAIRE » AACI- 0C207/2014

Zone d'intervention : Communes de Kondi, Arham (Diré) et de Kaneye (Goundam)

Financement : Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement (AACID) ; Solidaridad Internacional

Andalucia (SI-A)

Exécution : ONG ARDIL

### I- BREVE DESCRIPTION DU DEROULEMENT DES ACTIVITES:

Suite au conflit connu par le Nord Mali depuis 2012, détruisant les biens des communautés et déstabilisé les populations rurales de la région de Tombouctou, Solidarité Internationale ANDALUSIA (SI-A) en partenariat avec l'ONG ARDIL ont mis en œuvre certaines activités pour l'amélioration des conditions de vie des populations rurales en situation de détresse et cela à travers divers domaines : eau, santé, éducation, sécurité alimentaire dans les communes de Kaneye (cercle de Goundam), Kondi et Arham (cercle de Diré). Une approche participative est utilisée afin d'impliquer les populations à tous les niveaux d'exécution du projet. Les autorités communales sont aussi impliquées dans la mise en œuvre du projet pour l'attente des résultats prévus par le dit programme.

### II- LES ACTIVITES REALISEES SELON LES RESULTATS PREVUS :

#### Résultat attendu 1 : Améliorer l'accès et la qualité des points d'eau dans le village de Défirsama

Les communautés villageoises de Defirsama sont enthousiastes et très impatientes du commencement des travaux de réalisation d'un puits équipé d'une pompe manuelle. Un comité de gestion de l'eau a été mise en place depuis le mois passé par l'ONG ARDIL et SI-A afin de diminuer les risques potentiels des maladies liées à la consommation de l'eau.

#### R1.A1. Elaboration du cahier de charges et sélection de l'entreprise de construction pour la réalisation d'un puits et 4 abreuvoirs

Déjà réalisé

#### R1.A2. Fonçage d'un puits et son équipement en pompe manuelle pour l'exhaure de l'eau et l'aménagement de 4 abreuvoirs dans le village de Défirsama (Kondi)

Pas applicable à ce niveau d'exécution.

#### R1.A3. Création d'un comité de gestion pour la maintenance du puits

La mise en place du comité de gestion est anticipée car le puits n'est pas encore foré. Cela pour nous permettre de bien former ledit comité à pouvoir mieux jouer son et assumer ses responsabilités. Le puits sera exécuté nous pensons courant 2ème trimestre 2016.

#### R1.A4. Organisation d'une session de formation des membres des Comités de gestion des points d'eau des villages de Défirsama, Ibrika I et II sur l'hygiène de l'eau et de l'environnement.

Initialement la formation des comités est prévue pour le trimestre mais pour une question de disponibilité et de mobilité des membres, elle n'a pas pu se tenir bien les fournitures relatives à cette aient été achetées.

Le comité de gestion des points d'eau des villages de Défirsama, Ibrika I et II attendent impatiemment la formation prévue afin qu'ils puissent mettre au profit des communautés les leçons apprises.

#### Résultat attendu 2 : Augmenter le taux de scolarisation par l'amélioration des conditions d'enseignement à Kondikeïna et Ibrika I

#### R2.A1. Elaboration du cahier de charges et sélection de l'entreprise de construction pour la réalisation de 3 salles de classe et latrines à Kondikeïna

Tout le processus est élaboré et l'Entreprise SANE TOURE a été retenue pour la construction des 3 salles de classes et le bloc de latrines à 2 cabines. La signature d'un contrat d'exécution avec l'entreprise à clos le processus et la réalisation est terminée.

#### R2.A2. Réalisation des travaux de Construction de Bloc de 3 salles de classe et équipement + latrines pour le 1er cycle de Kondikeïna (Kondi) :

Les travaux de constructions des trois salles de classe et du bloc de latrines à 2 cabines tel que prévus par le projet à Kondikeïna sont exécutés et achevés à 100%.

La cérémonie d'affectation des 03 salles de classes, du bloc de latrines, des tables bancs, chaises et bureaux des maîtres par l'ONG ARDIL a eu lieu à Kondikaina.

### R2.A3. Acquisition de mobiliers et équipements pour les 3 salles de classe de 1er cycle à Kondikeïna (Kondi)

Les 3 salles de classes ont été déjà équipées par le projet. Les équipements sont composés des tables-bancs pour élèves, des tables pour maîtres et des chaises pour maîtres.

Description	Nombre prévu	Nombre prévu par salle	Total reçu
Tables-bancs	45	15	45
Table pour maître	03	01	03
Chaise pour maître	03	01	03

### R2.A4. Acquisition de céréales et condiments pour la cantine scolaire d'Ibrika I

Nous remarquons qu'à travers la restauration de la cantine au niveau de l'école d'Ibrika, la présence des élèves est effective. Les élèves bénéficient régulièrement des repas ce qui atteste de la régularité et de la permanence de la fréquentation.

**Résultat Attendu 3 : Promouvoir la sécurité alimentaire par le développement de l'agriculture et élevage de petits ruminants dans les zones d'intervention, en améliorant sa productivité et son valeur dans le marché et en augmentant les revenus des familles**

### R3.A1. Réalisation d'activités d'intensification de l'élevage des petits ruminants dans les fractions d'Imagran, KelAkyl, Diawatoukaïna, Barrou (Arham)

Une activité de ciblage a été faite dans les 4 fractions (Imagran, KelAkyl, Barrou et Diawatoukaïna).

Commune	Villages/fractions	Nombres ménages vulnérables ciblés
ARHAM	Imagran	31
	Kel Akyl	23
	Barrou	16
	Diawatoukaïna	17
<b>TOTAL</b>		<b>87</b>

Le processus de ciblage des bénéficiaires a impliqué le maire de la commune rurale de Arham et les chefs de villages et fractions concernés.

La cérémonie de remise des petits ruminants(chèvres) pour les fractions de Kel Akyl, Imagran, Barrou et Diawatoukaïna dans la commune rurale d'Arham a eu lieu et les bénéficiaires. La remise a été effectuée dans les locaux de la mairie. Etaient présents, les représentants de l'ONG ARDIL, le maire et ses conseillers et les bénéficiaires. Cette activité a pour but d'apporter une réponse positive au besoin réel des populations.

L'intervention du maire de la commune a été remarquable. « Nous sommes très émus par la réalisation de cette remarquable remise de cheptel aux bénéficiaires de nos différentes fractions qui étaient une zone d'élevages par excellence. Je suis persuadé que ce nombre de têtes octroyées va reconstituer le cheptel dans l'avenir et assurer l'alimentation des populations. Nous ne pouvons que remercier nos partenaires ARDIL et SI-A à travers les modestes actions qu'ils entreprennent à l'endroit de nos communautés et nous leurs demandons de continuer toujours dans ce bon sens ».

Tableau récapitulatif du nombre bénéficiaire et de nombres de chèvres distribuées :

Commune	Village/fraction	Nombre de bénéficiaire	Nombres de chèvres distribuées		Total
			Mâle	Femelle	
ARHAM	Kel- Akyl	10	10	10	20
	Imagran	10	10	10	20
	Barrou	10	10	10	20
	Diawatoukaïna	10	10	10	20
<b>TOTAUX</b>		<b>40</b>	<b>40</b>	<b>40</b>	<b>80</b>

### R3.A2. Réalisation des travaux d'Aménagement du périmètre irrigué villageois de M'bagna II (Kondi)

Les travaux d'aménagement du périmètre sont en cours. Le renforcement de la capacité des organes de gestion mérite d'être poursuivi car la gestion comptable et administrative du PIV de M'Bagna II, souffre encore de quelques insuffisances qui sont de nature à jouer sur la fourniture des données.

A titre d'information, les périmètres irrigués de M'Bagna II, celui de Kondi et celui Djamwoy de Arham, sont en phase de récolte.

Le rendement des différents PIV se présente comme suit :  
Nombre en sac de 100kg :

commune	Nom du PIV	Nombres d'hectare exploité	Rendement/0.25ha	Rendement/01ha	Total de rendement/surface exploitée
ARHAM	Djamwoy	55 ha	15 sacs		
KONDI	M'Bagna II	58,75 ha	14 sacs	60 sacs	3 300 sacs
				56 sacs	3 290 sacs

**R3.A3 ; Acquisition et distribution de semences et intrants pour le périmètre irrigué villageois (PIV) de M'Bagna II (Kondi)**  
Non applicable à ce stade de la mise en œuvre du projet  
**R3.A4. Renforcement des capacités des organisations communautaires de base dans le PIV de M'Bagna II**  
Prévu pour 2016.

**Résultat Attendu 4 : Consolider l'accès aux soins de santé primaires aux communautés vulnérables des communes de Kaneye, Kondi et Arham**

Le cahier de charge établi et partagé avec les responsables des ASACOs, les maires et les communautés rurales pour une bonne gestion des moto-ambulances. Chaque partie s'engagera à respecter le contenu du cahier de charge pour assurer la maintenance et faire bon usage des équipements reçus.

**R4.A1. Dotation d'un système de maintenance de la chaîne de froid des Centres de santé des communes de Kondi, Ibrika I et Arham**

Cette activité a déjà été réalisée au profit des ASACOs des trois communes qui ont reçu chacune les chaînes de froids en début de trimestre.

Les cahiers de charge des CSCOMs d'Arham, Kondi et la maternité d'Ibrika I ont été signés en assemblée générale avec acclamation en présence des maires, les membres des comités de gestion des ASACO, les agents d'ARDIL, les DTC, la Matrone d'Ibrika I et les autorités villageoises des communes d'intervention. Des engagements ont été pris par les différentes parties présentes à la signature du document.

Au cours de la signature dudit document, il s'est convenu de :  
respecter le contenu du cahier de charge ; faire bon usage du matériel remis par les partenaires (SI-A et ARDIL).

Types de vaccin conservé dans la chaîne de froid :

CSCOM DE KONDI		CSCOM D'ARHAM		Maternité d'IBRIKA I	
Types de vaccin	Nombre de vaccin dans le réfrigérateur	Types de vaccin	Nombre de vaccin dans le réfrigérateur	Types de vaccin	Nombre de vaccin dans le réfrigérateur
Polio	100	Polio	150	Polio	40
Rota	100	Rota	150	Rota	40
Pneumo	100	Pneumo	150	Pneumo	40
Penta	100	Penta	150	Penta	40
VAT	100	VAT	150	VAT	40
VAR	50	VAR	100	VAR	30
VAA	50	VAA	80	VAA	30
BCG	40	BCG	60	BCG	25
TD	100	TD	150	TD	40

**R4.A2. Dotation en moto-ambulances tricycles pour les centres de santé Kondi, Ibrika I et Arham**

Les ASACOs des trois communes ont reçu chacune une moto ambulance depuis le mois d'Octobre. La signature par les parties présentes (la mairie, le comité de gestion de l'ASACO et le DTC), du cahier de charge pour la moto ambulance a été faite. Au cours de ladite rencontre et après lecture de son contenu. Un prix a été fixé pour le transport des malades.

**R4.A3. Organisation des journées de don de sang dans le CSRéf de Diré**

Les résultats obtenus lors de la première journée ont satisfait plus d'un. Le besoin commande que d'autres séances soient organisées. Les sensibilisations sont en cours pour que la prochaine se fasse dans l'une des communes. Pour l'instant les populations ont besoin d'être rassurées qu'en donnant du sang ; elles mêmes ne tomberont pas malades et nous travaillons à cela.

**R4.A4. Formation de 6 matrones dans les Centre de santé de référence de Diré et Goundam**

Le suivi de la formation des matrones et aides soignants nous a permis de connaître leurs progrès réalisés en matière de santé. Les aides-soignants et les matrones d'Arham et de Kondi suivent des formations en santé au CSRéf de Diré (théorie et pratique). Ils reconnaissent une nette amélioration de leur niveau par rapport au passé. La pratique s'effectue dans les différentes salles de consultations, d'accouchement, de pansement et d'injection et participent présentement aux différentes vaccinations dans leurs communes respectives. Les 06 matrones en formation ont toutes reçus leurs perdiems de 40 000 FCFA chacun pour ce mois-ci. Renseignements d'activité des centres de santé communautaire :

PROJET: « Amélioration des Conditions de Vie des Communes Rurales de Tombouctou dans les Secteurs d'Eau, Santé, Education et Sécurité Alimentaire » AACID- 0C207/2014			
FICHE D'ACTIVITES DES CENTRES DE SANTE COMMUNAUTAIRES APPUYES PAR LE PROJET			
PERIODE: du 01 au 31 Décembre 2015			
	CSCOM KONDI	CSCOM ARHAM	CENTRE DE SANTE IBRIKA I (KANEYE)
Nombre de consultations prénatales	113	100	02
Nombre d'accouchements	16	25	13
Nombre de vaccinations	241	605	60

### Résultat Attendu 5 : Réalisée une campagne de mobilisation communautaire pour la scolarisation de filles

Les activités de sensibilisation ont été effectuées au cours du mois. Les échanges avec les communautés ont porté sur les avantages de la scolarisation des filles mais aussi et surtout sur les inconvénients de la déscolarisation des filles. Les agents ont utilisé les causeries débats, les VAD et les focus groups dans tous les villages des communes d'intervention. Courant ce trimestre, il était prévu 90 VAD, 36 causeries débats et 02 focus groups pour les trois communes Arham, Kaneye et Kondi.

#### R5.A1. Réalisation de 270 Visites à domicile dans les communes de Kondi, Kaneye, Arham

12 visites à domiciles ont été réalisées dans les communes de Kondi (06 fiches), Arham (03 fiches) et Kaneye (03 fiches). Ces visites nous ont permis de constater que : la pauvreté des parents, l'absence de famille d'accueil, l'éloignement de l'école constituent des facteurs potentiels d'abandon scolaires des enfants.

#### Tableau de renseignement des fiches VAD selon la prévision de ce trimestre :

Description	Communes	Nombres prévus	Nombres réalisés
VAD	Arham	30	18
	Kaneye	30	03
	Kondi	30	21

Des conseils ont été prodigués aux ménages sur les inconvénients de la déscolarisation des filles (l'analphabétisme, incapacité de gérer des problèmes familiaux, incapacité de prise de décision...), et sur les avantages de la scolarisation des filles.

#### R5.A2. Réalisation de 108 Causeries destinées à la population scolaire, concernant la lutte contre la déscolarisation des filles à Kondi, Kaneye, Arham

Les causeries débats ont été réalisées dans les écoles de la commune de Kondi (école de Kondikeina, Diallobé et Kondi village). Dans le cas de Kaneye, le maire souhaite que tous les efforts soient centrés sur l'école d'Ibrika I.

#### Tableau de renseignement des fiches Causeries débats selon la prévision de ce trimestre :

Description	Communes	Nombres prévus	Nombres réalisés
Causeries débats	Arham	12	06
	Kaneye	12	08
	Kondi	12	12

Les causeries débats (question réponse) selon nos constats commencent à faire des résultats. EN effet les enfants sont en train de comprendre davantage tout l'intérêt pour eux d'aller à l'école et d'y rester. Cependant les versions des causeries débats à grand public sont mises à profit pour véhiculer les réflexions des enfants et les goulots d'étranglement à leurs parents notamment :

- Les besoins en kits scolaires peu couverts;
- Le manque de famille d'accueil en cas de passage dans les classes supérieures ;
- L'éloignement de l'école en cas de passage en grade supérieur autrement dit l'absence de classes pour le second cycle dans les villages.

**R5.A3. Réalisation de 06 Focus Groupes organisés par les animateurs du projet dans les Communes rurales de Kondi, Kaneye, Arham, sur la question spécifique de la scolarisation des filles**

Un focus groupe a été réalisé par commune. A travers les échanges d'idée avec les femmes, il est ressorti que les parents veulent envoyer les enfants à l'école mais l'extrême pauvreté en constitue un frein sérieux. Nous travaillons à ce que les activités économiques que nous soutenons puissent bousiller la prise en charge particulièrement des familles mais essentiellement couvrir que les parents s'organisent à couvrir les besoins élémentaires des écoliers.

**Résultat Attendu 6: Renforcement des capacités humaines et économiques des associations de femmes des Communes d'Arham, Kondi et Kaneye pour la génération de revenus et épargne**

**R6.A1. Appui et suivi pour la constitution de 3 nouveaux groupes des fonds rotatifs de femmes MJT**

✓ **Situation des anciens groupements MJT :**

Communes	Villages	Nom du MJT	Nombre de membre	Nombre de part	Cotisation/semaine/personne	Nombre de semaine	Epargne/semaine	Entré	Sortie	Solde
Arham	Arham	Kainibomoga	30	102	100	51	10 200	520 200	245 000	275 200
		Soubanafa	57	210	100	44	21 000	924 000	375 000	549 000
		yèda Thièrè	38	175	100	49	17 500	857 500	265 000	592 500
		Yermatassina	23	125	100	19	12 500	237 500	115 000	122 500
<b>TOTAL</b>								<b>2 539 200</b>	<b>1 000 000</b>	<b>1 539 200</b>
Kondi	Kondi	Wafakoye	28	47	125	34	5 875	199 750	24 500	175 250
		Allahidou	26	27	250	11	6 750	74 250	20 000	54 250
<b>TOTAL</b>								<b>274 000</b>	<b>44 500</b>	<b>229 500</b>
Kaneye	Ibrika I	Tanmitaff	30	30	100	08	3 000	24 000	0	24 000
		Tassagte	47	47	100	44	4 700	206 800	37 500	169 300
	Ibrika II	Tahanit	24	24	100	45	2 400	108 000	18 000	90 000
<b>TOTAL</b>								<b>314 800</b>	<b>55 500</b>	<b>259 300</b>

**Situation des nouveaux groupements MJT :**

Communes	Village	Nom du MJT	Nombre de membre	Nombre de part	Cotisation/semaine/personne	Nombre de semaine	Epargne/Semaine	Entré +Appui	Sortie	Solde
Arham	Imagrane	Allahidou	58	58	100	15	5 800	287 000	120 000	167 000
	Barrou	Fafadoboy	41	41	100	15	4 100	61 500	36 000	25 500
	Diawatou keïna	Din Thièrè	37	37	100	14	3 700	51 800	0	51 800
	Kel Akir	Yerma Tabatindi	44	44	100	15	4 400	266 000	180 000	86 000
<b>TOTAL</b>								<b>666 300</b>	<b>336 000</b>	<b>330 300</b>
Kondi	Kondikeïna	Allahidou	45	45	125	11	5 625	267 500	189 000	78 500
	Defirsama	Yerma marathièrè	44	44	125	48	5 500	419 500	200 000	219 500
<b>TOTAL</b>								<b>687 000</b>	<b>389 000</b>	<b>298 000</b>
Kaneye	Ibrika II	Tazziderte	47	47	100	11	4 700	251 700	0	251 700
	Ibrika II	Alhafiatt	61	61	100	11	6 100	267 100	0	267 100
<b>TOTAL</b>								<b>518 800</b>	<b>0</b>	<b>518 800</b>

## **R6.A2. Renforcement des groupes des femmes déjà existantes et dotation des nouveaux groupes**

L'activité est en cours comme cela peut ressortir des tableaux ci-dessus.

### **III. VIABILITE :**

Analysez si l'intervention s'est déroulée conformément à ce qui était attendu pour la période et si on a compté avec le soutien et les ressources prévus pour sa réalisation

Les activités se sont très bien déroulées avec la participation massive des autorités communales et la société civile. Les interventions des partenaires (SI-A et ARDIL) ont été très bénéfiques pour les communautés car elles répondent aux différents soucis des communautés notamment la construction de l'école et la reconstitution de cheptel. Les logos sont présents partout tout comme le nom des partenaires que les bénéficiaires doivent réellement connaître.

### **IV. EQUITE DE GENRE**

Les femmes et les jeunes s'impliquent massivement dans la mise en œuvre des activités du projet à travers la mobilisation des ressources générées par leurs différentes activités (épargne crédit, activité génératrice de revenu...).

### **V. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL ET DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE :**

Une activité quotidienne et régulière.

### **VI. APPROPRIATION :**

Les communautés villageoises participent massivement à la réalisation des travaux de construction de l'école moyennant une rémunération journalière.

### **VII. VISIBILITE :**

Les communautés peuvent identifier déjà les logos de tous les partenaires, AACID, SI-A et ARDIL parmi les autres intervenants dans les communes et cela, grâce aux nombreuses actions faites dans les communes.

Durant toute la mise en œuvre des activités, les agents n'ont pas manqué de donner sur les différentes parties techniques et financières qui sont à l'origine des actions, des ressources qui entrent dans le cadre de la réalisation du projet.

Les banderoles et les autres supports de visibilité installés au cours du déroulement de toutes les activités nous a permis de mener à bien toutes nos activités sans problème.

### **VIII. CONCLUSION/RECOMMANDATIONS:**

#### **Conclusion :**

Courant du mois de décembre, toutes les activités ont été menées non sans quelques empêchements des populations occupées par la récolte. Ce qui est réalisé satisfait nos attentes.

A travers les différents appuis à l'endroit des communautés, le rythme de progression est acceptable. A cet effet, les communautés villageoises ont montré leurs déterminations de ne ménager, aucun effort pour la réussite et la pérennité du projet.

L'engagement des populations bénéficiaires à chaque fois est renouvelé.

Les actions en général commencent à impacter les conditions de vie des populations.

#### **Recommandations**

Renforcer le plaidoyer auprès des parents pour le maintien des enfants singulièrement des filles à l'école;

Intensifier et généraliser les activités de sensibilisation toute sur toute l'étendue de la zone d'intervention du projet en tenant compte du contexte sécuritaire ;

Commencer la recherche de financement afin d'assurer la continuité du projet.

**« PROGRAMME D'APPUI A LA DECENTRALISATION DE L'EDUCATION »  
(PADE)  
LA STRATEGIE DE SCOLARISATION ACCELEREE COMMUNEMENT APPELEE PASSERELLE  
(SSA-P)**

**Introduction**

La stratégie de ce projet SSA-P requiert un professionnalisme et une implication totale et absolue de tous les acteurs pour sa mise en œuvre. Cette initiative vise à donner la chance aux enfants non scolarisés et déscolarisés de 8 à 12 ans. Elle donne l'accès à ces enfants aux écoles classiques selon leur niveau d'acquisition (3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> année). Pour une durée d'un an, l'ONG ARDIL (Action Recherches pour le Développement des Initiatives Locales) en collaboration avec le Partenaire CIEF est chargée de l'exécution de ce programme aux niveaux des CAP de Diré (communes de Haibongo, Saréyamou et Kirchamba), CAP de Niafunké (communes de soboundou, et Fittouga, ), CAP de Léré (communes Dianké, Léré et Soumpi).

**1. Objectifs de la période**

- Prendre toutes les dispositions pour un démarrage effectif des 30 centres SSA/P des CAP de Léré, Niafunké et Diré.
- ↳ L'information et l'adhésion des collectivités, des communautés et des services techniques;
  - ↳ Le recrutement et la formation de personnel (coordinateur, superviseurs et animateurs),
  - ↳ Identification des sites (villages, communautés, quartiers etc.)
  - ↳ Sensibilisation et mobilisation des communautés à la mise en œuvre du projet,
  - ↳ Appui, sensibilisation et mobilisation des communautés à la lettre de manifestation d'intérêt,
  - ↳ L'établissement de la liste des auditeurs,
  - ↳ Appui aux communautés à la mise en place des Comités de Gestion des Centres (CoGC),
  - ↳ Recyclage des membres des CoGC,
  - ↳ La confection (réalisation) des infrastructures abritant les centres,
  - ↳ La répartition des animateurs entre les centres,
  - ↳ La signature des conventions avec les responsables
  - ↳ L'ouverture des centres,

**2. Activités réalisées**

Activités planifiées	Activités réalisées	Commentaires
Signature du contrat avec CIEF	Signature du contrat avec CIEF	A la date du ..... l'ONG ARDIL représentée par son président a signé le partenariat pour la mise en œuvre du programme SSA/P pour une durée d'une année allant du 00 Aout au ... Septembre.
Adhésion des collectivités, communautés et services techniques.	Les collectivités territoriales, les communautés et les services techniques (AET et CAP) ont adhéré	Des missions d'information et de sensibilisation composées des responsables de ARDIL et des CAP ont sillonné tous les villages ciblés de commun accord.
Le recrutement du coordinateur, des superviseurs, des animateurs et des animateurs suppléants	Le recrutement du coordinateur, des superviseurs, des animateurs et des animateurs suppléants	01 Coordinateur, 0 superviseurs, 30 animateurs et 02 animateurs suppléants ont été recrutement selon le profil,
Formation initiale	Formation initiale	Durant 30 jours, les coordinateur, animateurs et suppléants et superviseurs ont été formés sur les concepts des Centres SSA/P, les qualités des animateurs, les définitions/caractéristiques et formulaires des OPO (Objectif Pédagogique Opérationnel), les aspects phonologiques, voyelles/consonnes
Sensibilisation et mobilisation des communautés à la mise en œuvre du projet	Sensibilisation et mobilisation:	Des campagnes de sensibilisations ont été réalisées par les superviseurs et les conseillers pédagogiques affectés à cet effet sur terrain pour une forte implication des communautés bénéficiaires.
Identification des villages/fractions/quartiers	Identification des villages/fractions/quartiers	Par les différentes séries de concertation AET, CAP, Mairies et ARDIL 30 village/faction/quartiers ont été identifiés pour abriter les centres ont été identifiés. Il y a eu 2 remplacements.
L'équipement et dotation des centres en fournitures.	Les 30 centres ont été équipés et dotés en fournitures.	
L'établissement de la	L'établissement de la liste des	En bonne collaboration avec les différents CoGC, les listes des

liste des auditeurs, La répartition des animateurs entre les centres	apprenants La répartition des animateurs entre les centres	apprenants des différents centres ont été élaborées, Les animateurs des centres se trouvent sur place et les cours se poursuivent dans tous les centres
Signature des protocoles avec les responsables des centres retenus Mise en place des comités de gestion	Signature des protocoles avec les responsables des centres retenus Mise en place des comités de gestion	Le protocole a été signé entre l'ONG et les partenaires pour une meilleure gestion des centres,
Appui aux communautés à la mise en place des Comités de Gestion des Centres (CoGC),	La mise en place des Comités de Gestion de Centre	Les 30 comités des gestions des centres SSA/P ont été mis en place en Assemblée Générale .
Dotations des centres en fournitures scolaires	Dotations des centres en fournitures scolaires	Chaque centre a reçu tout le matériel didactique conformément aux termes du contrat pour les animateurs et pour les élèves
Formation des coordinateurs et superviseurs	Formation de l'équipe terrain	L'équipe terrain a reçu une formation sur les techniques de rapportage de SSA/P, la mobilisation, le plaidoyer, etc.
Démarrage des cours	Démarrage des cours	Tous les centres ont ouvert effectivement entre 1 <sup>er</sup> et le 10 Décembre 2015.

### 3. Résultats attendus de la période

Tableau de suivi des résultats

Résultats planifiés	Résultats atteints	Observations
Le démarrage des cours dans tous les centres	Les 30 centres sont ouverts, la fréquentation est satisfaisante et les cours se poursuivent	
Le recrutement des superviseurs et animateurs	3 superviseurs sont recrutés et déployés auprès des centres par commune pour l'orientation des acteurs et les activités du projet. 30 animateurs et 2 suppliants assurent les cours dans les centres.	
Le suivi des centres par l'équipe du projet et les CAP	Les différents suivis effectués par les superviseurs ont permis de s'assurer du bon fonctionnement des centres, la régularité des animateurs, effectif des centres, la fonctionnalité des Comités de Gestion	Les CAP suivent aussi conformément au protocole.
La fonctionnalité des Comités de Gestion des Centres	Le recyclage des membres de CGC sur leurs rôles et responsabilité, a facilité leur fonctionnalité par le suivi de la fréquentation des apprenants et leur implication à la gestion des infrastructures etc.	
Identification de villages/fractions/quartiers	30 centres sont ouverts dans 3 différents CAP avec 08 communes	
La disponibilité de la liste des apprenants	Les effectifs des apprenants ont permis de s'assurer leur présence et leur régularité. Partout les filles et les garçons sont intéressés.	
La répartition des animateurs entre les centres	Les animateurs relèvent de leur communauté	
L'équipement des centres en fournitures scolaires, matériels scolaires et mobiliers scolaires	Chacun des 30 centres a été doté en fournitures scolaires	
Démarrage des cours	Grâce à l'implication de tous les acteurs dans tout le processus du début à la fin, à travers des rencontres entre communautés, autorités communales, services techniques, CGC, autorités scolaires, les résultats atteints sont satisfaisants.	

#### 4. Collaboration ONG/ partenaires de l'école

(Exemples : Activités de sensibilisation dans les villages et auprès des autorités villageoises, communales et scolaires sur la SSA/P....)

##### 4.1. Collaboration avec le ST :

Au plus haut niveau, les premiers responsables ont saisi l'Académie de Tombouctou pour l'en informer. Cette démarche s'est poursuivie auprès des autorités au niveau local et communal. Cette bonne introduction a permis de minimiser les difficultés que pourraient rencontrer les agents sur le terrain.

Les formations aux agents superviseurs, animateurs de mieux maîtriser les principes des SSA/P, elle a facilité l'orientation sur les tâches de suivi et supervision ainsi que la formation initiale.

4.2. Collaboration avec élus : la réussite des ouvertures des centres a été facilité avec l'implication des élus non seulement à la mobilisation des communautés, la manifestation des lettres d'intérêt, la mise en place des comités mais aussi à l'identification des sites.

4.3. Collaboration communauté : la relation avec les chefs de village et conseillers ont facilité l'accès aux populations (parents des apprenants) et la mise en place des comités de Gestion de Centres SSA/P.

4.4. Collaboration Partenaire : on note une bonne collaboration avec le partenaire financier CIEF qui est présenté par l'agent chargé des SSA/P dont du démarrage aujourd'hui effectuée une rencontre bihebdomadaire.

##### 5. Choix et liste des villages (abritant les centres)

A travers des campagnes de mobilisation, sensibilisation a tous niveaux (communes, communautés et famille, que les centres ont été ouverts. Aussi l'implication de l'équipe terrain dans l'octroi d'une liste de 25 à 30 apprenants par centre, un local pour servir la salle de classe, à la rédaction de la lettre de manifestation d'intérêt, à la mise en place des Comité de Gestion de Centre.

##### 6. Mise en place des comités de gestion

Les comités de Gestion ont été mise en place en assemblée générale, le choix des membres a été bénévolat. Chaque Comité compte 7 membres excepte le centre de Doullakoira qui fait 6 membres. On note la présence des femmes aux poste trésorière et chargée de SCOFI.

##### 7. Recrutement des enfants

Village	Nombre d'enfants par classe			% d'enfants déscolarisés	% d'enfants non scolarisés
	Filles	Garçons	Total		
Sibo	10	8	18		
Nounou	8	21	29	0	100
Tiangara	17	13	30	37.93	62.07
Tondidarou Sarre	10	15	25	40	60
N'Goro	15	15	30	24	67
Bocar Daga	11	11	22	0	100
Gaye Habere	8	19	27	54.54	45.45
Fittouga I	15	10	25	48.14	51.85
Fittouga II	0	26	26	4	96
MBétou	15	15	30	19.23	80.76
Sirfila	17	12	29	36.66	63.33
Niafunké Saré (Dédéou Traoré)	9	9	18	0	100
Tomba	8	17	25	44.44	55.55
Arabébé	12	15	27	0	100
<b>Sous -total</b>	<b>155</b>	<b>206</b>	<b>361</b>	<b>14.81</b>	<b>48.14</b>
Madina	10	28	38		
Haibongo	8	19	27	5.26	94.73
Bawa	10	12	22	11.11	88.88
Fongo Baber	19	3	22	0	100
Goiroume II	19	10	29	4.54	95.46
Kirchamba	10	10	20	0	100
Goiroume I	18	12	30	10	90
Saréyamou	9	7	16	0	100

Doullakoira	15	17	32		
Kongoudiara	17	13	30	6.25	93.75
<b>Sous-total</b>	<b>135</b>	<b>131</b>	<b>266</b>	0	100
Léré A	10	15	25		
Léré B	8	17	15	0	100
Dofana	7	11	18	0	100
Dianké	10	15	25	0	100
Diartou	7	18	25	0	100
Soumpi	13	17	30	0	100
<b>Sous-total</b>	<b>55</b>	<b>93</b>	<b>138</b>	3.33	92.67
<b>Total</b>	<b>345</b>	<b>299</b>	<b>765</b>		

8. **Recrutement et formation de l'équipe** (animateurs, superviseurs et coordinateurs)  
Animateurs des centres SSA-P-PADE 2015-2016.

N°	Prénom	Nom	Niveau d'instruction
1.	Ibrahim	SIDIBE	DEF
2.	Zourkalaini	ALKAIDALI	DEF
3.	Alassane	ASSOUMANE	DEF
4.	Oumarou Hamadou	TRAORE	11 <sup>ème</sup>
5.	Mahamane	DJIBRIL	Bac
6.	Boubacar Alassane	TOURE	DEF
7.	Boureima	BOUBACAR	Bac
8.	Salifou	HAMADOUN	11 <sup>ème</sup>
9.	Alaye	HAMADOUN	Bac
10.	Amadou Abdoulaye	KAYA	DEF
11.	Oumou Sekou	KARA	DEF
12.	Sambourou	SAIDI	DEF
13.	Dickel	TAMBOURA	DEF
14.	Kalilou	CISSE	MAITRISE Géo
15.	Ahmed AG	MOHAMED	DEF
16.	Djibril	COULOUBALY	DEF
17.	Djidi	TRAORE	DEF
18.	Fatoumata	KEITA	DEF
19.	Amadou	LANDOURE	DEF
20.	Hamidou	GABA	DEF
21.	Oumar	CISSE	9 <sup>ème</sup>
22.	Nouhoum Allaye	BOUCOUM	DEF
23.	Hamadou	CISSE	CAP
24.	Hassane	BOCER KAYA	9 <sup>ème</sup>
25.	Rokia Ali	BANA	DEF
26.	Almoustapha	DICKO	9 <sup>ème</sup>
27.	Mamadou	COULOUBALY	DEF
28.	Ramata	TOURE	DEF
29.	Moussa	KAYA	DEF
30.	Amadou	TRAORE	9 <sup>ème</sup>